

La Cause du Communisme

**N°2
1980**



SUR L'ÉTAT DE DICTATURE DU PROLÉTARIAT

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

★ CONTACT@OCML-VP.ORG ★ BP133 - 93213 SAINT-DENIS LA PLAINE CEDEX



SUR L'ÉTAT DE DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Les thèses du 2ème Congrès de l'OCML Voie Prolétarienne sanctionnent nos différents travaux théoriques et politiques, nos expériences et nos débats, sur des points jugés indispensables à la poursuite de la construction de notre organisation et, au-delà, d'un parti communiste. Elles ne rayent donc pas le passé, et de nombreuses questions pas ou peu abordées ici, restent posées ou résolues relativement sur la base de documents antérieurs à ce Congrès. Malgré tout, parce qu'elles constituent une synthèse et donc forcément un pas en avant, ces thèses seront l'étalon de mesure des documents d'orientation et des travaux théoriques précédents.

NOTRE CONTINUITÉ DANS LA REELABORATION PROGRAMMATIQUE ET STRATEGIQUE

Lors de la création de VP en Février 1979, nous nous sommes fixés des tâches d'élaboration théorique. Le Document d'orientation indiquait : « Les marxistes-léninistes ont encore à accomplir des tâches théoriques de grande ampleur pour écraser théoriquement l'opportunisme et guider son écrasement pratique ». Cette formulation générale reflétait un flou certain sur les objectifs et la méthode de cette réélaboration. C'est le débat international sur le rôle et les mérites de Mao, la caractérisation de la Révolution Culturelle Chinoise, lancé par les albanais en 1979 qui a éclairé notre lanterne. Dans une résolution de Juillet 79¹ nous avons précisé : « [La ligne générale du MCI ne peut être élaborée sans qu'un approfondissement de la critique du révisionnisme moderne ne soit fait. Cet approfondissement nécessite une étude critique de la 3ème Internationale Communiste et de la direction de Staline en URSS, une analyse des sources du chauvinisme et du démocratisme autour de l'expérience de la 2^{ème} Guerre Mondiale, et une étude de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, qui est la plus grande révolution prolétarienne de notre époque et dont les apports sont indispensables au prolétariat pour avancer dans la voie de la prise du pouvoir et de la consolidation de ce pouvoir ».

Nous avons alors défini nos priorités dans cet approfondissement : réévaluer l'expérience historique de la dictature du prolétariat et étudier la crise actuelle et les théories des crises dans le MCI. C'est surtout sur la première question que nous avons avancé tandis que nous prenions du retard sur la seconde. Réévaluer l'expérience historique de la dictature du prolétariat, c'était en fait redéfinir le contenu de la lutte des communistes, le processus par lequel s'opère la transition du capitalisme au communisme, les contradictions de la société de transition, et en fin de compte reformuler notre Programme Général.

Une telle reformulation n'est pas une question en dehors de la lutte des classes, en dehors des préoccupations des masses : l'image du "socialisme réel" est profondément dévaluée et l'absence de perspectives politiques, mobilisatrices, qui en résulte joue un rôle d'accélérateur du reflux du mouvement ouvrier et de la débandade des organisations révolutionnaires. Et l'offensive idéologique de la bourgeoisie porte précisément là-dessus : tenter d'enterrer définitivement la perspective révolutionnaire et la référence au communisme, en se saisissant de l'échec final d'une période du mouvement communiste pour en donner une explication bourgeoise libérale. Les "nouveaux philosophes", les "nouveaux économistes", les anciens militants, etc. le personnage du traître ou du transfuge devient la vedette médiatique quotidienne.

Si la définition renouvelée du Programme Général et des objectifs de la transition était la tâche de l'heure, elle n'avait cependant pas une vertu miraculeuse immédiate. D'abord parce qu'une ligne nouvelle ne peut en aucun cas se légitimer par sa seule existence littéraire. Ensuite parce que sa traduction en pratiques renouvelées se heurtait à la fois à un ensemble de conditions objectives et subjectives défavorables que l'on résume par "reflux", et à la fois à nos propres limites dans la remise en cause de notre héritage théorique et politique. En fait, il fallait à partir de notre remise en cause des questions de programme communiste et de la société de transition : renouveler notre analyse de l'impérialisme contemporain, repenser nos conceptions stratégiques et tactiques, rompre avec une conception de l'organisation communiste dans ses rapports internes et externes.

C'est à partir de 1981 que s'est ouvert dans nos rangs le débat sur toutes ces questions et ce Congrès ne

1 Résolution du Comité Central de l'OCML Voie Prolétarienne sur l'unité du Mouvement Communiste International – 7 juillet 1979. Dans « Première réponse à Enver Hoxha » <https://ocml-vp.org/article2169.html>

sanctionne qu'une étape de ce débat toujours d'actualité. Si ce débat a été long et difficile, c'est parce que nous avons plus détruit que construit : en ouvrant les vannes de la remise en cause de nos fondements programmatiques, nous avons de fait remis en cause tout le reste sans pour autant apporter de solutions de rechange. Nous avons alors heurté des habitudes militantes acquises (les certitudes "de béton"), d'apparence sécurisantes mais en réalité aliénantes; et ce, sur fond de reflux du mouvement ouvrier.

SOMMAIRE :

Introduction

1) La révolution : la prise du pouvoir dans la superstructure

2) La superstructure : un enjeu de la lutte des classes

3) L'état socialiste et la dictature du prolétariat

a) L'état socialiste au service du prolétariat

**b) Transformer et faire dépérir l'État socialiste
L'Opposition Ouvrière
Trotsky**

4) Les erreurs de Staline sur la question de l'État

5) Le Parti du Travail d'Albanie ou la fidélité aux erreurs de Staline (2ème réponse à E. Hoxha)

6) La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne

Annexes

1) « Des démocrates bourgeois aux responsables engagés dans la voie capitaliste » (Chi Heng)

2) « Les écoles de cadres du 7 mai »

3) « La classe ouvrière doit exercer sa direction en tout » (Yao Wen-Yuan)

Introduction

Nous poursuivons, dans cet article, l'étude de quelques-unes des tâches essentielles de la dictature du prolétariat tel que nous l'enseignent l'expérience des révolutions russes et chinoises - notamment la GRCP. Dans le premier article (cf la Cause du Communisme n°1), nous avons examiné la base matérielle de l'existence de la bourgeoisie dans les rapports de production existant sous le socialisme en critiquant « la théorie des forces productives » qui les nie. Nous avons montré comment, avec cette théorie, les « nouveaux bourgeois » tentaient de nier la continuation de la lutte de classe bourgeoisie/prolétariat pendant toute la période de transition au communisme, en prônant la voie de développement capitaliste.

Nous aborderons ici la question de la continuation de cette lutte de classes en ce qui concerne la superstructure et - pour nous limiter - plus particulièrement la question de l'État sous le socialisme. Dans ce domaine, les révisionnistes énoncent le plus souvent leur ligne politique sous la forme suivante : le prolétariat et son Parti ayant pris le pouvoir avec le succès de la révolution, il ne reste plus qu'à épurer l'État des anciens éléments bourgeois et petits bourgeois qui y occupent encore nécessairement des fonctions importantes juste après la révolution, ainsi que quelques « éléments » bureaucratisés qui s'y embourgeoisent ou s'y infiltrent. Ceci fait, il suffit qu'une « juste ligne politique » dirige l'État pour que celui-ci soit socialiste pour toujours, entendez par là qu'il ne présente plus aucun danger en lui-même pour le prolétariat. L'État étant ainsi devenu un simple instrument au service du prolétariat il n'y a qu'à s'en servir pour gérer l'économie et organiser le développement de la production. Plus il se renforce, plus on renforce la dictature du prolétariat. Étant donné que, selon nos révisionnistes, l'établissement de rapports de production socialistes entraîne la suppression pure et simple de la bourgeoisie, l'État peut se perfectionner jusqu'à devenir - selon le cas - purement « prolétarien » ou encore « l'État du peuple tout entier ». Quelles que soient les différences de formulation, elles ont pour point commun de faire de l'État un instrument neutre qu'il n'y a plus qu'à perfectionner, mais surtout pas à faire dépérir alors qu'en réalité il n'est pas le simple reflet de l'existence des classes, mais aussi une base sur laquelle se reproduit la nouvelle bourgeoisie. Base certes dépendante de l'infrastructure économique, mais ayant aussi une relative autonomie par rapport à elle.

Contre cette conception révisionniste de la neutralité de l'État, nous allons montrer dans cet article que, sous le socialisme, la lutte de classes doit se poursuivre et se poursuit inéluctablement au sein même de l'État. Tout d'abord parce que son existence est déterminée par un type de rapports sociaux qui, nous l'avons vu dans notre premier article, entraînent la survivance et la reproduction des classes. La lutte des classes doit donc aussi se refléter dans l'État comme une lutte pour le pouvoir entre les tenants de la voie capitaliste et tenants de la voie communiste (ceci même si l'État a été transformé). Mais aussi - et cela a particulièrement été mis en évidence par la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne (GRCP) - parce que l'État, par lui-même, est une base pour la dégénérescence des cadres et la renaissance des nouveaux bourgeois. Par exemple la propriété d'État n'empêche pas l'appropriation privée par ceux qui détiennent le pouvoir dans cet État (et qui sont aussi membres du Parti le plus souvent) : d'où l'apparition dans l'État (et le Parti) de gens qui en viennent à défendre cette appropriation dont ils bénéficient, afin de l'élargir et de retourner au capitalisme, en prônant la « théorie des forces productives » ou d'autres formes de la voie capitaliste (comme l'autogestion Yougoslave). Tant il est vrai que l'existence de l'État, appareil spécial coupée de la société civile, est en elle-même une forme de division sociale du travail, et donc une base pour la reproduction de la bourgeoisie.

Au fond, nous montrerons dans cet article que si l'État socialiste est tout d'abord un instrument du pouvoir prolétarien, il est aussi un facteur de reconstitution d'une nouvelle bourgeoisie, un obstacle au communisme. Sa transformation jusqu'à son dépérissement est un enjeu de la lutte des classes.

1) La révolution : la prise du pouvoir dans la superstructure

La révolution, c'est une classe qui arrache le pouvoir à une autre. Cela tout le monde en général l'admet. Mais le problème ne s'arrête évidemment pas là. Que doit-il y avoir après ? « Par quoi remplacer la machine d'État démolie ? » A cette question le marxisme répond : par un appareil entièrement nouveau, par la dictature du prolétariat qui organisera, durant une longue phase de transition du capitalisme au communisme, l'exercice du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes et le dépérissement de l'État. Sur ce point le marxisme s'est depuis longtemps délimité du courant anarchiste : « *Nous ne sommes pas le moins du monde en désaccord avec les anarchistes quant à l'abolition de l'État en tant que but. Nous affirmons que, pour atteindre ce but, il est nécessaire d'utiliser provisoirement les instruments, les moyens et les procédés du pouvoir d'État contre les exploités, de même que, pour supprimer les classes, il est indispensable d'établir la dictature provisoire de la classe opprimée* »². De même, il s'est depuis longtemps délimité d'avec les réformistes qui rêvent d'utiliser l'appareil d'État de la bourgeoisie, tel quel, sans le briser de fond en comble : « *L'essentiel est de savoir si la vieille machine d'État (liée à la bourgeoisie par des milliers d'attaches et toutes pénétrée de routine et de conservatisme) sera maintenue si elle sera détruite et remplacée par une nouvelle. La révolution ne doit pas aboutir à ce que la classe nouvelle commande et gouverne à l'aide de la vieille machine d'État, mais à ceci, qu'après l'avoir brisée, elle commande et gouverne à l'aide d'une machine nouvelle : c'est cette idée fondamentale du marxisme que Kautsky escamote ou qu'il n'a absolument pas comprise* »³.

Comme on le sait ces thèses fondamentales ont été établies par Lénine dans "L'État et la Révolution" (Août 1917) et nous n'y reviendras pas ici. Par contre l'expérience historique nous enseigne qu'il n'est pas "si facile" de construire cet État nouveau. Et surtout qu'il est lui-même porteur de contradictions et source de dégénérescence pour ceux qui en occupent les fonctions de façon plus ou moins permanente. Quand Lénine, en Août 1917, écrit qu'avec la marche au communisme « *L'État s'éteint doucement* » en suivant la formule d'Engels, il indique que la transformation des rapports de production détermine le dépérissement de l'État, en le rendant pour ainsi dire "inutile". Mais il ne faut pas y voir un lien mécanique. L'État ne s'éteint pas spontanément : ceux qui y trouvent une place avantageuse s'y opposent. Il y a lutte aussi sur ce terrain. Ce que Lénine reconnut plus tard - comme nous le verrons plus loin - quand il dit que, dans une certaine mesure, les ouvriers doivent aussi se révolter contre l'État, qu'il faut une longue lutte sur des dizaines d'années, avant d'en arriver à l'État (ou plutôt au "non-État") de type "Commune" qu'il envisage dans "L'État et la Révolution" comme pouvant "s'éteindre doucement".

Dans "L'État et la Révolution", Lénine rappelle que les deux institutions les plus caractéristiques de la machine d'État sont la bureaucratie et l'armée permanente⁴, et que les premiers décrets de la Commune de Paris ont été leur remplacement par le peuple en armes, l'instauration de fonctionnaires élus et révocables payés comme les ouvriers, la suppression du parlementarisme, etc. Il déclare que, dans cette mesure où la "distance" qui sépare l'appareil spécial de la société civile a été effectivement réduite, alors on a un État de type nouveau, prolétarien, un État qui commence à dépérir, qui n'est plus tout à fait un État, mais une "Communauté" suivant la formule d'Engels.

Pouvoir réaliser cela n'est pas affaire de seule volonté ou d'idées générales justes. Prenons l'exemple de Lénine en Russie. Dès 1918 doit être rétablie l'armée permanente face aux attaques impérialistes (Lénine lui fixe en 1919 le chiffre de 3.800.000 d'hommes). En même temps le pouvoir bolchevique doit à tout prix réutiliser certains officiers tsaristes, ainsi que de nombreux autres spécialistes (ingénieurs, etc.). Face à la contre-révolution déchaînée, des décisions urgentes, radicales s'imposent. La police professionnelle (Tcheka) est établie par un décret le 20.12.1917, avec privilèges matériels, droit de vie et de mort, pouvoirs spéciaux. En Mai 1918, face à la désorganisation dans les campagnes et à la famine, les fonctionnaires de l'État, en l'occurrence le Commissariat (Ministère) au Ravitaillement obtiennent le droit de casser les décisions des soviets locaux et de décider par eux-mêmes.

2 Lénine. L'Etat et la Révolution – Editions de Pékin, p75

3 Idem p143

4 En France il y avait 500.000 fonctionnaires en 1571, ils sont aujourd'hui environ 3.000.000 (sans parler des salariés du secteur nationalisé, ni des agents contractuels de l'État).

Ainsi l'urgence, les difficultés inouïes engendrées par des années de guerre (impérialiste et civile), le manque de conscience et d'éducation de la masse du prolétariat aliéné par l'oppression capitaliste, et par ailleurs numériquement faible, nécessitent des mesures draconiennes, l'instauration de la "terreur rouge" (30 Août 1918 : attentat contre Lénine), et ceci par le moyen nécessaire, dans cette situation concrète, de mesures administratives radicales.

Il n'y a que les phraseurs pour s'imaginer que l'État du prolétariat puisse s'édifier "idéalement" à partir de rien, et prétendre que les bolcheviks n'auraient pas dû prendre de telles mesures dans une situation historique extrêmement difficile. Les bouleversements historiques ne sont pas des cérémonies qui se déroulent comme dans un livre. Si Lénine dans "L'État et la Révolution" a tracé les grandes lignes directrices de la naissance de la vie et de la mort de l'État prolétarien, il ne lui a pas échappé que cela ne pourrait se réaliser "d'un coup" : « *Marx nous apprend à éviter ces deux erreurs : il nous apprend à faire preuve de la plus grande audace dans la destruction totale de la vieille machine d'État; il nous enseigne d'autre part à poser le problème d'une façon concrète... apprenons donc des Communistes l'audace révolutionnaire, tâchons de voir dans leurs mesures pratiques une esquisse des mesures pratiquement urgentes et immédiatement réalisables...* »⁵. « *Il n'y a pas un grain d'utopisme chez Marx; il n'invente pas, il n'imagine pas de toutes pièces une "société nouvelle". Non, il étudie, comme un processus d'histoire naturelle, la naissance de la nouvelle société à partir de l'ancienne, les forces de transition de celle-ci à celle-là* »⁶.

Et quelles sont les difficultés qui se présentent tout de suite après la prise du pouvoir dans le domaine de la reconstruction d'un nouvel État ? Poursuivons sur l'exemple russe.

Nous avons déjà évoqué l'importance des tâches militaires qui, entre 1918 et 1921 sont passées au premier plan, exigeant de tout subordonner à la guerre. Et aussi les tâches gigantesques de lutte contre la famine et de rétablissement d'une économie ruinée, ramenée 50 ans en arrière par les destructions. Dans ce cadre historique de destructions et désordres inouïs, avec quoi les bolcheviks peuvent-ils reconstruire un État ? Que peut concrètement vouloir dire dans l'immédiat "pouvoir des soviets" ?

A ses débuts le pouvoir prolétarien ne peut gérer la société sans faire appel à toutes sortes de spécialistes de l'ancien régime : ingénieurs, scientifiques, techniciens, etc. qui, sous le capitalisme, se sont appropriés le savoir. Ici l'État prolétarien naissant se trouve face au problème que l'ancienne bourgeoisie renversée conserve « *l'art de gouverner l'État, l'armée, l'économie (ce qui) lui donne un grand, un très grand avantage, de sorte que son rôle est infiniment plus important que sa part dans l'ensemble de la population* »⁷ Et cette bourgeoisie il faut l'utiliser dans une certaine mesure.

Dans la mesure où le prolétariat ne peut pas d'emblée "simplifier" autant qu'il le faudrait l'appareil d'État, assurer tout de suite lui-même la gestion de toutes les affaires. Car il n'est pas alors dans sa masse suffisamment conscient et suffisamment éduqué. Il ne suffit pas, rappelle Lénine, de nationaliser et de confisquer "*plus que nous n'avons réussi à compter*", c'est-à-dire plus que ce que prolétariat peut effectivement posséder, contrôler, gérer lui-même (ce qui exige plus que de la révolution, mais de savoir recenser, compter, analyser, gérer). Cette incapacité relative du prolétariat entraîne inéluctablement qu'un appareil administratif se substitue en partie à lui⁸. Appareil constitué au départ de ceux qui ont le savoir-faire. Et c'est à l'évidence une source de dégénérescence : cet appareil a tendance à se gonfler par lui-même, à se couper des masses et à les dominer. C'est ce que constate Lénine en 1922, au IV^{ème} Congrès de l'I.C. : « *Nous avons hérité de l'ancien appareil d'État, et c'est là notre malheur. L'appareil d'État fonctionne bien souvent contre nous. Voici comment les choses se sont passées. En 1917, lorsque nous avons pris le pouvoir, l'appareil d'État nous a sabotés. Nous avons été très effrayés à ce moment, et nous avons demandé : "revenez s'il vous plaît". Ils sont revenus, et ce fut notre malheur. Nous avons maintenant d'énormes masses d'employés, mais nous n'avons pas d'éléments suffisants instruits pour diriger efficacement ce personnel. En fait, il arrive très souvent qu'ici, au sommet, où nous avons le pouvoir d'État, l'appareil fonctionne tant bien que mal, tandis que là-bas, à la base, ce sont eux qui commandent de leur propre chef, et ils le font de telle sorte que, bien souvent, ils agissent contre nos dispositions. Au sommet nous avons, je*

5 L'état et la Révolution.Op. cit., p146

6 Id. p59.

7 Lénine. L'Économie et la politique à l'époque de la DDP

8 Bien sûr le gonflement de l'appareil administratif peut aussi être dû à des erreurs politiques du parti, son incapacité à mobiliser pleinement les masses, ou encore à l'influence des réformistes sur les soviets tendant à édulcorer leur rôle, etc... Nous en reparlerons dans la suite de cet article.

ne sais combien au juste, mais de toute façon, je le crois, quelques milliers seulement ou, tout au plus, quelques dizaines de milliers des nôtres. Et à la base, il y a des centaines de milliers d'anciens fonctionnaires, légués par le tsar et la société bourgeoisie, et qui travaillent, en partie consciemment, en partie inconsciemment, contre nous ». (T23, p441).

On ne peut prétendre édifier immédiatement un état du type Commune alors que la "cuisinière" ne peut immédiatement gérer l'État.

Les " nouveaux philosophes " ont résolu cette contradiction en jetant le socialisme à la poubelle ! D'autres, en affirmant que, puisque le parti est au pouvoir et a une "ligne juste", l'État établi après la révolution est purement "ouvrier".

Les communistes eux ne travestissent pas la réalité. Ils la regardent en face, telle qu'elle est pour la transformer. C'est pourquoi ils ne doivent jamais perdre de vue l'objectif de transformer l'État soviétique. D'abord ils organisent la lutte pour le contrôle des fonctionnaires et cadres par les ouvriers. Contrôle qui a non seulement pour but de les surveiller, de limiter leur pouvoir, vérifier qu'ils agissent conformément aux intérêts du prolétariat, mais aussi d'apprendre, de s'initier à la gestion des affaires, afin que les ouvriers eux-mêmes puissent exercer le pouvoir, progressivement, aux lieu et place de l'appareil spécialisé des fonctionnaires professionnels.

C'est là le combat que Lénine a mené toute la fin de sa vie. Nous reviendrons dans le chapitre III sur l'idée fondamentale qu'il "découvrit" en 1921 et énonça face à Trotsky : l'État soviétique n'était pas purement "ouvrier" et le prolétariat devait à la fois le défendre, mais aussi se défendre contre lui.

Disons ici que pour mener ce combat, Lénine accordait toute l'importance à l'éducation du prolétariat. Pas n'importe quelle éducation. Pas une éducation purement théorique ou technique, qui ne pourrait à elle seule que transformer certains ouvriers en nouveaux "spécialistes" qui prendraient la place des anciens bourgeois et - finalement - joueraient leur rôle, se transformeraient eux-mêmes en cadres coupés des masses, en nouveaux bourgeois. Mais une éducation allant dans le sens de la création "d'hommes nouveaux", non coupés de la production, du prolétariat, de la lutte de classes (comme la GRCP le tentera concrètement avec des initiatives comme les "écoles du 7 Mai", etc.). Des hommes aptes à entraîner et associer les masses à l'exercice du pouvoir et s'appuyant sur elles comme étant la force motrice de l'histoire.

C'est en ce sens que Lénine tenta de mettre sur pied "L'Inspection Ouvrière et Paysanne", créée en 1920 pour entraîner les ouvriers, y compris les sans-parti, à contrôler tous les rouages de l'État et apprendre à le gérer eux-mêmes. Dans son dernier article à la fin de sa vie, Lénine reste lucide et trace la voie de la révolution à continuer : *« Les choses vont si mal avec notre appareil d'État, pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement à la façon de combattre ses défauts... le plus nuisible serait de croire que le peu que nous avons suffit, ou encore que nous possédons un nombre plus ou moins considérable d'éléments pour édifier un appareil vraiment neuf, et qui mérite véritablement le nom d'appareil socialiste, soviétique, etc. Pour notre appareil d'État, nous devons à tout prix nous assigner la tâche que voici : premièrement nous instruire, deuxièmement nous instruire encore, troisièmement nous instruire toujours... »*⁹ A la sortie d'une révolution terrible, dans un pays largement arriéré, ruiné par des années de guerre, "rejeté en arrière" par les impérialistes, et après avoir surmonté victorieusement les épreuves grâce à une dictature de fer exercée par le prolétariat conscient, Lénine fixe la tâche immédiate, la paix étant revenue, que le prolétariat s'attèle à transformer l'État, que les masses s'emparent elles-mêmes, pour commencer, de son contrôle (*« L'Inspection Ouvrière et Paysanne doit être placée à une hauteur exceptionnelle, en conférant à ses dirigeants les droits du Comité Central, etc. »* idem), et qu'on commence à rapprocher l'État des masses en le vidant de ses bureaucrates (*« C'est seulement en épurant au maximum notre appareil, en réduisant au maximum tout ce qui n'est pas absolument nécessaire, que nous pourrions nous maintenir à coup sûr »* idem). Malgré tous les détours et retours en arrière imposés par les difficultés inouïes de la révolution Russe, Lénine n'a pas perdu de vue l'objectif de construire un nouvel État, prolétarien et dépourvu. Il reste fidèle aux principes de " L'État et la Révolution ", les adaptant à la situation concrète de la Russie. Mais nous le verrons, telle ne fut pas finalement, la voie suivie par ses successeurs.

Nous avons donc ici un aperçu des difficultés qui déterminent la naissance du nouvel État prolétarien, qui font

⁹ Lénine. " Mieux vaut moins, mais mieux ". 1923 (OC, T33)

qu'il n'est pas - ne peut pas être - un État soviétique "idéal" tel que Marx et Lénine l'ont dessiné en tirant la leçon de la Commune de Paris. Cette orientation générale qu'ils ont fixée trace, d'une manière saisissante et juste, les grandes lignes des objectifs à atteindre et des étapes pour y parvenir (voir "l'État et la Révolution"). Mais ils ne pouvaient en donner que ces grandes orientations. Lénine, dirigeant la révolution russe, a commencé à tirer les leçons de l'édification d'un État socialiste. En ce qui le concerne, il a évidemment analysé les problèmes de la naissance de l'État nouveau immédiatement après la révolution. C'est pourquoi il accorde naturellement une importance toute particulière au rôle joué par l'ancienne bourgeoisie. Lénine analyse comment l'État soviétique naissant utilise, et doit utiliser, les "matériaux" anciens : des bourgeois qui ont monopolisé la "compétence" et la masse ouvrière qui n'est pas assez consciente et éduquée pour exercer pleinement toutes les fonctions du pouvoir à tous les niveaux. D'où la naissance d'un État qui ressemble par beaucoup de traits à l'ancien. De tels problèmes se poseront aussi inévitablement en France. Car malgré les grandes différences d'avec la Russie de 1917, notamment un prolétariat nombreux et relativement cultivé, il ne faut pas oublier le revers de cette médaille : c'est la bourgeoisie qui l'a éduqué pour l'essentiel, développant en son sein toutes sortes d'idées réformistes. Une telle influence ne disparaîtra pas du jour au lendemain (sans parler de celle de la masse des petits bourgeois largement gonflée par l'impérialisme et liée à lui).

Mais Lénine ne s'est pas contenté d'analyser la pénétration de l'État naissant par l'ancienne bourgeoisie. Il a aussi et surtout ébauché l'analyse du caractère contradictoire de l'État socialiste. A la fois instrument de la dictature du prolétariat, mais aussi - parce qu'appareil spécial coupé des masses - base de formation d'une "nouvelle bourgeoisie" par la dégénérescence bureaucratique des cadres placés en position dirigeante. Lénine n'ayant vécu que les tous débuts d'un État socialiste, c'est surtout Mao et la GRCP qui mirent en évidence ce phénomène. C'est cet aspect des choses - le caractère contradictoire de l'État socialiste - que nous allons maintenant examiner dans les deux chapitres suivants.

2) La superstructure : un enjeu de la lutte de classes

Sous le socialisme, la superstructure (système étatique, lois, idéologie...) joue un rôle positif, actif. Le prolétariat peut et doit s'en servir pour transformer les rapports sociaux, ce qu'il ne peut évidemment pas faire sous le capitalisme, où toute cette superstructure est entre les mains de la bourgeoisie. Mais cette superstructure n'est pas "purement prolétarienne" et sert aussi, de ce fait, de point d'appui à la bourgeoisie :

C'est vrai par exemple de l'idéologie et de la culture qui ne peuvent se transformer immédiatement du jour de la prise du pouvoir, et où le poids du passé reste fort, encore longtemps. Car non seulement l'idéologie ne peut périr qu'avec la fin des rapports sociaux qui l'engendrent (et sous le socialisme ceux-ci portent encore les "stigmates" du capitalisme) mais elle dispose d'une certaine autonomie, d'une certaine inertie par rapport à ses bases matérielles, et leur survit quelque peu.

C'est vrai aussi du Parti et de l'État, que les révisionnistes ont tendance à considérer comme instrument purement technique. L'objet de leurs efforts n'est plus alors que d'en renforcer la "pureté" et l'efficacité. Or ce n'est pas du tout ainsi que le marxisme pose le problème.

Déjà en son temps Marx soulignait que l'État représente certes le pouvoir d'une classe, mais aussi qu'il acquiert toujours une certaine autonomie par rapport à la classe qu'il représente. L'état prolétarien ne peut pas, en particulier, être d'emblée l'organisation de toute la classe en classe dirigeante, mais simplement de ses représentants (eux-mêmes obligés, nous l'avons vu, de s'entourer d'un appareil de fonctionnaires non élus, non "représentants". D'où cette remarque de Marx : « *La classe qui gouverne ne coïncide pas avec la classe dirigeante* ». Un ouvrier ministre n'est plus ouvrier, mais ministre. Il s'agit donc toujours avec l'État prolétarien d'une division sociale du travail entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés. Et cela existe même si l'État soviétique réduit déjà considérablement la "distance" entre l'appareil spécial et les masses. Cette division, comme toute division sociale selon Marx, est source de reproduction d'une classe bourgeoise. Elle constitue une base objective pour que certains cadres, parmi les moins fermes idéologiquement et politiquement, mais aussi finalement et à la longue chez les "meilleurs", cherchent à consolider leurs avantages, ou, à tout le moins, s'y

accrochent, se transforment en bureaucrates coupés des masses, se servent eux-mêmes au lieu de servir le peuple.

Lénine présentait ce phénomène : « *Notre pire ennemi intérieur c'est le bureaucrate, le communiste qui occupe dans les institutions soviétiques un poste responsable, entouré du respect de tous, comme un homme consciencieux. Un peu brutal, peut-être, mais sobre. Il n'a pas appris à lutter contre la paperasserie, il ne sait pas lutter contre elle, il la couvre. Nous devons nous débarrasser de cet ennemi, et avec le concours de tous les ouvriers et paysans conscients nous parviendrons jusqu'à lui* »¹⁰. La Révolution Culturelle a mis plus clairement en évidence l'ampleur et l'importance de cette dégénérescence. Mao disait en 64 : « *La classe des bureaucrates d'une part, la classe ouvrière et les paysans pauvres et moyens pauvres de l'autre, sont deux classes en opposition aiguë* », « *devenus ou en train de devenir des éléments bourgeois qui sucent le sang des ouvriers... ces gens-là sont la cible de la lutte, la cible de la révolution* »¹¹.

Peut-on parler à propos de ces bureaucrates d'une nouvelle classe bourgeoise ? Les opportunistes refusent de l'admettre : pour eux il n'y a pas de classe bourgeoise sous le socialisme. Mais pourtant, du fait que l'État socialiste contrôle l'essentiel de l'économie, ces bureaucrates de l'appareil d'État fusionnent avec les dirigeants d'entreprise, cadres, etc. Du moins avec ceux qui, comme eux, abandonnant la politique prolétarienne, glissent à la défense de leurs positions d'experts, des salaires et privilèges qui en découlent. Et du fait que la base objective existe pour qu'il y ait toutes ces différences, dirigeants dirigés, intellectuels manuels, ouvriers paysans, etc. (voir aussi la Cause du Communisme n°1), il est inévitabile qu'apparaisse chez certains ce phénomène, phénomène qui existera aussi dans le Parti puisque ses membres occupent les positions dirigeantes dans l'État et les entreprises. D'autant plus que, du fait même de sa position dirigeante, le Parti verra affluer une foule d'arrivistes qui feront tout pour y avoir une place, sachant qu'une carte peut faciliter leur carrière. Bref, bien des gens proposeront au prolétariat leur "savoir", leur "compétence", faisant assaut de déclarations sonnantes révolutionnaires, s'infiltrant dans l'État et le Parti. D'autres, révolutionnaires au départ, se bureaucratiseront, s'embourgeoiseront.

Une classe bourgeoise alors qu'il n'y a plus de propriété privée des moyens de production ? Marx et Lénine nous enseignent qu'une classe se définit avant tout par sa place dans les rapports de production, dans la division du travail. Ainsi que par la répartition des produits qui en découle pour elle. Les expériences russe et chinoise montrent bien que ces gens peuvent s'approprier collectivement une part notable du produit social. Certes, sous le socialisme, la bourgeoisie se modifie. Il ne s'agit plus de capitalistes privés. Mais de gens qui, sur la base de leur place dans la division sociale, sont amenés à mettre des intérêts personnels privilégiés au premier plan. Ils ont une ligne politique : la voie de développement capitaliste, la théorie des forces productives (cf. Cause du Communisme, n°1). Ils ont leurs représentants politiques : les révisionnistes au sein du Parti, tenants de cette voie. Ils ont leur but : prendre le pouvoir dans le Parti et l'État, puis, sur cette base, établir le capitalisme d'État. C'est bien pourquoi le marxisme a toujours établi, comme Lénine dans "L'état et la Révolution", que les classes antagoniques bourgeoisie/prolétariat existeront - sous des formes modifiées - jusqu'à l'abolition de la division sociale du travail, l'instauration du communisme. Car si la propriété individuelle des moyens de production et l'ancienne bourgeoisie sont abolies, il reste la place dirigeante (la "possession", la maîtrise réelle du processus) dans les rapports de production, les avantages qui en découlent, les intérêts politiques communs, le but poursuivi : tous les éléments fondamentaux constitutifs d'une classe.

Revenons à l'État pour comprendre, que bien que n'étant pas sous le contrôle de la bourgeoisie, il reste en partie "bourgeois", protégeant en un sens les bases d'existence de la bourgeoisie (ce que Lénine concentre avec Marx dans la formule "État bourgeois sans bourgeoisie").

Dans ce processus de production, il y a, nous l'avons vu, toutes sortes de divisions qui subsistent : entre différentes formes de propriété entre lesquelles l'échange est toujours celui de marchandises, par l'intermédiaire de la monnaie et sur la base de la loi de la valeur, entre travail intellectuel et manuel, ouvriers et paysans, etc. Ces divisions sociales sont à la base de la reproduction des classes et ne peuvent être abolies d'emblée. Ici l'État prolétarien a pour tâche non seulement d'organiser leur disparition (nous y reviendrons), et là est sa tâche positive, mais aussi de protéger ces rapports qui ne peuvent qu'évoluer graduellement. Engels disait de l'État bourgeois qu'il est « *l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures*

10 Lénine. T33, p314.

11 Cité: dans "Les luttes de classes en Chine", p3 (Cercle marxiste-Léniniste l'Internationale)

générales du modo de production capitaliste contre des empiétements des ouvriers contre des capitalistes isolés » (Anti-Dühring). De la même façon l'État ouvrier doit "protéger" les intérêts généraux du prolétariat contre, par exemple, les tendances "gauchistes" de vouloir supprimer immédiatement le rôle des cadres, passer au communisme tout de suite par simple "décret" qui supprimerait comme par enchantement la loi de la valeur, les différences, etc.

L'État doit être un instrument permettant de réduire les inégalités (par les lois et autres moyens de l'État), par exemple entre régions riches et pauvres, entre villes et campagnes, ou encore en établissant déjà la répartition selon les besoins dans certains secteurs (santé, logement...). Mais aussi il tolère et protège les « stigmates » du capitalisme qui ne peuvent être supprimés par simple décret. C'est là le terrain de la lutte entre classes au sein de l'État. Les tenants de la voie capitaliste (la bourgeoisie dont nous parlions ci-dessus) lutteront, sous mille, prétextes, pour le maintien et le développement des inégalités. Ils s'appuieront, pour cela, sur tout ce qui, dans la superstructure, sert encore la bourgeoisie. Aussi bien sur les idées anciennes qui subsistent, sur les lois socialistes elles-mêmes qui protégeaient jusque-là les inégalités qu'il s'agit de détruire, que sur l'État et ses fonctionnaires chargés de faire appliquer la loi et l'ordre (et qui trouvent pour certains intérêt à résister aux changements).

Pour mieux comprendre cela, prenons l'exemple du droit.

C'est une des fonctions essentielles de l'État que de formuler et faire respecter le droit. Sous le capitalisme, le droit est fait pour protéger la propriété privée et empêcher la lutte révolutionnaire du prolétariat. Sous le socialisme on sait que le peuple peut disposer pour la première fois des droits les plus étendus et de la possibilité réelle de les exercer. Nous ne développerons pas ce point ici. Mais il faut passer de cette possibilité reconnue à l'application réelle. Et cela ne se réalise qu'à travers la lutte de classes.

Lorsqu'il prend le pouvoir, le prolétariat instaure un droit nouveau qui sanctionne les nouveaux rapports sociaux de la société. Deux voies s'ouvrent alors pour édifier ce droit.

Va-t-on se satisfaire des premiers acquis, ne considérer le droit que du point de vue de la protection de ces acquis et en retour figer le droit ? Ou bien va-t-on reconnaître également au droit un rôle actif pour faciliter la lutte révolutionnaire (corriger les défauts de la répartition selon le travail, limiter les effets de la loi de la valeur, organiser le pouvoir ouvrier, etc.) et en retour corriger le droit jusqu'à sa disparition ?

Dans la société socialiste, le droit a incontestablement un rôle positif pour le prolétariat. Est-ce à dire qu'il ne sert que lui ? Qu'il est purement "prolétarien" ? Nullement. Commentant Marx dans "L'État et la Révolution" Lénine montre que sous le socialisme le "droit égal" c'est encore un droit bourgeois au sens où il ne tient pas compte de l'inégalité réelle entre individus, de leurs positions réelles différentes dans la division du travail. Par exemple le principe "à chacun selon son travail" permet aux cadres de toucher davantage, enrichit plus l'un que l'autre (aussi parce que l'un a une grande famille, est plus faible, etc.)

En fait, le droit n'est jamais purement prolétarien. Ne pouvant jamais, selon l'expression de Marx « être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond »¹² le droit socialiste exprime l'état des rapports sociaux de la société et de la division sociale du travail sur laquelle ils reposent. Le droit reconnaît ainsi les avancées de ces rapports au regard de l'ancienne société tout en protégeant les vestiges hérités d'elle.

En ce sens, le droit est aussi toujours "bourgeois" et le prolétariat ne peut le perfectionner que dans une seule direction : sa suppression. C'est pourquoi, sous le socialisme, l'État qui à la fois doit assurer le respect du droit "bourgeois" et organiser la lutte pour le transformer est le centre d'une lutte terrible. L'enjeu de cette lutte n'est rien moins que : va-t-on progresser vers le communisme, l'abolition des classes, la suppression de la division sociale du travail ou va-t-on encourager cette division, ces classes et retourner au capitalisme ?

Puisque l'État tolère les inégalités, les tenants de la voie capitaliste trouveront dans ce droit matière à défendre leurs positions. Par exemple on a pu voir les très nombreux débats et luttes sur cette question pendant la Révolution Culturelle. Depuis les discussions dans les usines pour savoir si et de combien il fallait réduire les

12 "L'État et la Révolution" – Op. cité, p113

salaires des cadres jusqu'à la tentation, désavouée par le Parti comme prématurée, de dépasser la Constitution à Shanghai en y créant une Commune inspirée de la Commune de Paris. Aujourd'hui, les révisionnistes chinois s'appuient sur le droit pour retourner en arrière, à l'époque des concessions aux capitalistes, ou encore s'accrochent au principe "à chacun selon son travail" pour tenter de justifier la politique des primes, les salaires élevés pour les dirigeants, etc. en affirmant que ce principe est "prolétarien" et qu'il ne faut pas y toucher. On voit ici qu'affirmer purement et simplement que le droit est "prolétarien" sans voir son essence contradictoire, c'est obscurcir la lutte du prolétariat qui doit utiliser le droit (comme l'État) à son profit, mais pour le détruire.

Comment le droit disparaîtra-t-il ?

Au fond, le litige est l'élément fondamental de tout fait juridique. Et le litige est fondé sur l'antagonisme des intérêts privés. Ceux-ci trouvent leur source dans la place différente qu'occupent les hommes dans la production.

Avec le pouvoir prolétarien les formes collectives de propriété et d'échange commencent à réduire le droit en réduisant les antagonismes. L'apprentissage de la gestion par tous des affaires de l'État commence à faire disparaître la nécessité de toute administration spécialisée en général (Lénine disait justement : « *Plus la démocratie est complète, et plus proche est le moment où elle deviendra superflue* ». ¹³). La possibilité pour la société de donner "à chacun selon ses besoins" supprime progressivement la nécessité du droit dans le domaine de la répartition. L'élévation du niveau de conscience permet que soit réalisée l'administration des hommes par eux-mêmes, chacun étant guidé par la même unité de but.

Mais cela ne se fera pas tout seul, sans lutte. D'un côté le prolétariat doit sans cesse bouleverser le droit qui manifeste toujours un compromis avec les vestiges du passé, avec la bourgeoisie. De l'autre, la bourgeoisie s'accroche au droit existant qui protège encore la division sociale du travail et donc son existence en tant que classe.

Cette lutte concernera toute la superstructure, qui constitue une réalité contradictoire sous le socialisme, servant le prolétariat (et cela principalement tant que la lutte de classes est bien menée), mais aussi permettant encore à la bourgeoisie de se reproduire, et la protégeant. C'est même dans la superstructure socialiste que la bourgeoisie va constituer ses bases les plus importantes pour reconquérir le pouvoir. La GRCP a été de ce point de vue une grande initiative historique pour transformer la superstructure socialiste. Elle a mis particulièrement en évidence le caractère profondément erroné des thèses du Mouvement Communiste International qui considérait l'État prolétarien comme un nouveau Dieu : sous prétexte et pourvu qu'il soit dirigé par des communistes, il n'y avait plus rien à y transformer.

Le marxisme-léninisme, établissant le caractère contradictoire de l'État, en déduit que le prolétariat peut et doit s'en servir pour le détruire. C'est dans la mesure où l'État sert d'instrument au prolétariat pour parvenir à sa destruction outil est prolétarien. Et c'est maintenant cet aspect du problème que nous allons examiner.

3) L'état socialiste et la dictature du prolétariat

Nous reprenons ici l'étude plus particulière de la question de l'État là où nous l'avions laissée au Chapitre I : Lénine aux prises avec le problème de l'ancienne bourgeoisie et les débuts du phénomène de "bureaucratization". Nous verrons comment une ligne politique juste peut permettre au prolétariat d'utiliser l'État qu'il dirige pour le transformer et travailler à le détruire.

Ce serait évidemment tomber dans les théories anarchistes que de mettre en avant, uniquement et unilatéralement, le côté négatif de l'État socialiste. De ne pas voir qu'après la révolution il ne sert plus la même

13 Idem, p126

classe, à condition bien sûr : 1) qu'il soit dirigé par un réel Parti Communiste, sur un réel programme de transition au communisme, 2) qu'il diffère aussi de l'ancien État bourgeois par les formes de son appareil, celui-ci étant déjà remplacé dans une certaine mesure par les ouvriers (puis, avec eux, les travailleurs) groupés en organisations qui préparent et réalisent leur participation effective à l'exercice du pouvoir.

Sous le capitalisme la classe ouvrière ne peut lutter que "d'en bas". Ayant pris le pouvoir, il se donne un État qui lui permet aussi, de lutter "d'en haut" pour atteindre son but - encore lointain - le communisme. Ce point a été expliqué notamment dans le chapitre 6 de notre brochure "La dictature du prolétariat seule transition au communisme" et nous n'en développerons ici que certains aspects.

a) L'état socialiste au service du prolétariat !

On peut expliquer comment le prolétariat organise un nouvel État à son profit en prenant l'exemple de la démocratie.

On sait que sous le capitalisme « *les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et la misère qu'ils se "désintéressent de la démocratie", "se désintéressent de la politique" et que, dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale* »¹⁴. La démocratie bourgeoise proclame l'égalité dans la vie politique. Mais la réalité c'est l'inégalité des classes dans la production et dans la répartition des richesses. L'exercice réel des droits est en fait réservé à ceux qui dominent la production.

Après la révolution, la démocratie devient « *démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie, pour les exploiters, les oppresseurs du peuple*¹⁵ ». Par exemple la Première Constitution de l'URSS retire le droit de vote et le droit d'être élus « *aux personnes qui emploient des salariés dans le but d'en tirer un profit; les personnes qui jouissent de revenus ne provenant pas de leur travail...; les fonctionnaires et agents de l'ancienne police*¹⁶ ». Elle fixe les représentants dans les soviets à raison d'un député pour 25.000 électeurs des villes, et un pour 125.000 des campagnes. Elle « *remet entre les mains de la classe ouvrière et des paysans pauvres toutes les ressources techniques et matérielles nécessaires à la publication des journaux, livres et autres productions de presse, et garantit la libre diffusion de ceux-ci et de celles-ci dans tout le pays... elle met à la disposition de la classe ouvrière et des paysans pauvres tous les locaux convenables pour l'organisation des révisions populaires, avec mobilier, éclairage et chauffage... déclare le travail obligatoire pour tous les citoyens de la République et lance le slogan "Qui ne travaille pas ne mange pas"... elle accorde tous les droits politiques des citoyens russes aux étrangers résidant sur le territoire de la République russe, ou aux paysans qui ne vivent pas du travail d'autrui...*¹⁷ ». Il ne s'agit donc pas de reconnaître des droits formels égaux pour tous, mais de garantir une base matérielle pour en permettre l'exercice réel à certaines classes déterminées seulement.

Ce "petit" exemple montre comment la loi, garantie par l'État et les forces prolétariennes, facilite l'exercice du pouvoir prolétarien. On pourrait en prendre bien d'autres comme le rôle du Plan, de l'armée, etc. pour comprendre que l'État nouveau organise le pouvoir prolétarien contre ses ennemis et que, dans cette mesure, le prolétariat doit défendre et soutenir son État.

Mais il ne faut pas en rester là : ce serait croire qu'une Constitution, des lois, seraient aptes à assurer la victoire du prolétariat pourvu que tout l'appareil d'État chargé de l'appliquer soit en de "bonnes mains". Poursuivons sur notre exemple de la démocratie. Bien des petits-bourgeois s'imaginent qu'une fois la démocratie assurée pour la masse des travailleurs, la marche de la société pourrait être réglée pacifiquement par le simple exercice du droit de vote assurant le pouvoir de la majorité. Le socialisme serait ici une société idyllique où l'État assurerait enfin le bon droit : « *Les démocrates petits-bourgeois, ces pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte de classe leurs rêveries sur l'entente des classes, se représentaient la transformation socialiste, elle aussi, comme une sorte de rêve sous la forme, non point de la domination de la classe exploiteuse, mais d'une soumission pacifique de la*

14 Idem, p108

15 Idem, p110

16 "Les Quatre Constitutions Soviétiques", Éditions Savelli, p30

17 Idem, p21

minorité à La majorité consciente de ses tâches¹⁸ ».

Or justement tout le problème est là. La majorité (ce qui inclut l'ensemble des masses laborieuses) ne peut pas être immédiatement "consciente de ses tâches". Sinon, si la masse petite bourgeoise elle-même était communiste, il n'y aurait évidemment pas besoin de dictature du prolétariat. La démocratie est une forme d'organisation du pouvoir d'une classe sur une autre. Elle n'est pas autre chose sous la dictature du prolétariat : le moyen qui permet à la classe ouvrière de s'organiser en classe dominante, c'est-à-dire d'entraîner avec lui, à ses côtés, les masses intermédiaires dans la lutte contre la bourgeoisie et pour leur propre transformation (vis-à-vis de la bourgeoisie, la forme que prend la dictature du prolétariat est la violence, la coercition).

La différence avec la dictature bourgeoise est que le prolétariat peut, lui, exercer une démocratie mille fois plus réelle vis-à-vis des masses laborieuses parce que ses intérêts historiques profonds ne sont pas antagoniques avec les leurs. A l'opposé, la bourgeoisie ne représente que les intérêts d'une minorité d'exploiteurs. C'est pourquoi sous le pouvoir de la bourgeoisie, la démocratie est largement formelle, sans cesse tronquée, remise en cause, et ne peut fonctionner qu'avec un appareil d'État lourd, compliqué, secret. « *Les exploiters ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine très compliquée, destinée à remplir cette tâche ; tandis que le peuple peut mater les exploiters même avec une machine très simple...¹⁹ ».*

La démocratie a pour enjeu l'éducation de la classe ouvrière elle-même aux tâches d'exercer réellement le pouvoir, ainsi que la persuasion des masses intermédiaires hésitantes, encore influencées par les idées bourgeoises, oscillant entre la conservation de leur situation et la marche au communisme. Entraîner les masses petites bourgeoises à la lutte contre la bourgeoisie n'est pas chose facile (voir par exemple la réticence des cadres, étudiants, etc. en usine à participer au travail productif, à partir à la campagne...). Et si le prolétariat perd l'initiative de cette lutte, alors c'est la bourgeoisie qui l'aura, ralliant les éléments intermédiaires sur la base des avantages qui leurs sont encore concédés par le droit bourgeois.

C'est pourquoi la capacité de réaliser la démocratie, au sens d'entraîner les masses à édifier le communisme qui les libérera, dépend de la ligne politique mise en œuvre par le Parti : de sa capacité à déterminer, à chaque étape de l'édification socialiste, quelle transformation est à l'ordre du jour qui puisse entraîner les masses laborieuses à lutter contre la bourgeoisie, quelle contradiction entre les masses et la bourgeoisie est le maillon à saisir, quelle activité mener pour convaincre les masses et isoler la bourgeoisie. Ce que Lénine formulait ainsi : « *Dans la masse populaire nous ne sommes qu'une goutte d'eau dans l'océan et nous ne pouvons exercer le pouvoir qu'à la condition d'exprimer exactement ce dont le peuple a conscience. Sinon le parti communiste ne conduira pas le prolétariat, celui-ci n'entraînera pas derrière lui les masses ; et toute la machine se disloquera²⁰ ».*

A ce point de notre exposé sur l'État, on voit que la question de la nature de l'État se pose ainsi : il est un instrument de la Révolution "par en haut" qui donne les moyens matériels au prolétariat de son pouvoir (presse, culture, armée, plan, contrôle, etc.) c'est-à-dire de continuer sa lutte contre la bourgeoisie. Mais en même temps, il reste une "machine d'État". Cette machine est certes beaucoup plus démocratique que l'ancienne puisqu'elle associe les masses à l'exercice du pouvoir. Mais elle protège et reproduit la bourgeoisie dans une certaine mesure. Il faut donc aussi que les masses utilisent les moyens que leur garantit le pouvoir d'État contre cet État pour le transformer et le faire dépérir. Expliquons maintenant ce point.

b) Transformer et faire dépérir l'État socialiste

Ce n'est pas un travail facile que de transformer les soviets en organes effectifs du pouvoir. La Constitution russe de 1918 proclame : « *le pouvoir doit appartenir, en totalité et à titre exclusif, aux masses laborieuses et à leur représentation authentique : les soviets des députés-ouvriers, soldats et paysans* » (Chapitre IV). Et pourtant en 1923, 5 ans après, Lénine, déclarait que l'appareil d'État « *constitue dans une très grande mesure une survivance du passé, et qui a subi le minimum de modifications tant soit peu notables. Il n'est que très légèrement enjolivé à*

18 "L'Etat et la Révolution" – Op. Cité, p30

19 Idem p112

20 Lénine, OC T23 p311

la surface...²¹ ». Nous avons déjà évoqué dans le chapitre I le combat de Lénine pour transformer cet État encore encombré d'anciens bourgeois et bureaucrates de l'époque du tsar, et en face desquels les communistes sont si peu nombreux et insuffisamment éduqués (parlant de la capitale elle-même, Moscou, Lénine disait par exemple : « si nous considérons la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort que l'on puisse dire que les communistes mènent »).

Comment lutter contre cette bureaucratie qui freine, n'applique pas les décisions, entraîne désordres et échecs ?

- Devant les problèmes, la voie révisionniste consiste à mettre en place de nouveaux appareils pour contrôler les premiers. L'appareil fonctionne mal ? Renforçons l'appareil Ce qui ne fait que renforcer le mal. Et finalement séparer plus encore l'appareil des masses, renforcer la position des cadres, experts et spécialistes, c'est-à-dire du vivier dans lequel se régénère la bourgeoisie. Cette voie conduit - qu'on le veuille ou non - à la restauration du pouvoir bourgeois.

- Lénine amorce quant à lui une autre voie. Non pas renforcer l'appareil d'État, non pas non plus vouloir le rendre responsable de tous les maux et le détruire immédiatement selon les vœux anarchistes, mais le transformer.

En 1921, il pose le problème d'une façon tout à fait créatrice et extrêmement intéressante. Il montre qu'il faut et défendre l'État pour qu'il reste aux mains du prolétariat et lutter "d'en bas" contre cet État, pour le transformer. Face à Trotsky qui disait, - qu'il n'y avait plus de bourgeoisie, et que l'État était un "État ouvrier", Lénine réplique 1) « *en fait notre État n'est pas un État ouvrier, mais un État ouvrier paysan²²* » car la révolution russe n'était pas purement prolétarienne mais associait les paysans pauvres dans les tâches anti-féodales et démocratiques restant à accomplir²³, 2) « *Notre État est un état ouvrier présentant une déformation bureaucratique* », où se reformait donc une bourgeoisie. Et de cela Lénine tirait cette conclusion que les ouvriers devaient à la fois défendre cet État et se défendre contre lui : « Notre État est tel aujourd'hui que le prolétariat totalement organisé doit se défendre, et nous devons utiliser les organisations ouvrières (ici les syndicats, ndlr) pour défendre les ouvriers contre leur état et pour que les ouvriers défendent notre État²⁴ ».

Compte tenu de l'importance de cette thèse et pour mieux la comprendre il est utile de rappeler quelque peu la polémique qui opposait alors sur cette question Lénine à "l'Opposition Ouvrière" et à Trotsky²⁵.

L'opposition ouvrière

Dès le 5ème Congrès (1920), les membres de « L'Opposition Ouvrière "dénonçaient" la bureaucratization du Parti et de l'État. Lénine est d'accord avec ce constat (T32, p198), mais pas avec le remède préconisé par l'opposition ouvrière : la quasi-suppression immédiate de l'État et du Parti. Et un an plus tard, au Xème Congrès, il s'oppose vigoureusement à ce remède. L'opposition ouvrière réclame en effet que « *l'organisation et la gestion de l'économie nationale appartienne au Congrès des producteurs de Russie groupés en syndicats de production qui élisent un organisme central dirigeant l'ensemble de la production nationale de la République²⁶* », L'Opposition Ouvrière réclame que « *l'organisation de la gestion de l'économie nationale* » appartienne « *au congrès des producteurs de Russie* », qui serait élu par l'intermédiaire de "Syndicats de Production". Elle réclame la suppression de tout l'appareil d'État centralisé, des fonctionnaires et propose que l'État devienne une « *fédération libre de communautés de producteurs s'administrant eux-mêmes* ».

Ainsi l'opposition ouvrière supprimait d'un trait de plume toute la question du Parti et de la dictature du prolétariat. Les producteurs, leur répond Lénine, ce sont aussi la masse des paysans, des semi-prolétaires. On

21 Lénine OC T33 p495 : "Comment réorganiser l'Inspection Ouvrière et Paysanne »

22 Lénine. " Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky ", OC T32, p16-17

23 Problème posé aussi par la révolution chinoise. Ainsi la GRCP a bien mis à jour que l'étape démocratique qu'a traversée la révolution chinoise a pu attirer à la lutte, jusqu'au sein du Parti, un certain nombre de démocrates bourgeois compte tenu du programme de la révolution de l'époque.

24 Lénine. "Les syndicats, la situation actuelle...", T32, p17

25 Voir Lénine. OC T32 - les textes : "Les syndicats, la situation actuelle... "

26 "A nouveau les syndicats", "Xème Congrès du PC(b)R... "

s'écarte donc ici de l'idée de la nécessaire domination du seul prolétariat. On retombe dans les thèses petites bourgeoises anarchistes de la "démocratie pure" qui pourrait résoudre immédiatement tous les problèmes, chaque "producteur" étant supposé avoir une claire conscience des tâches révolutionnaires, n'être plus influencé par l'idéologie bourgeoise mais se déterminant "lui-même". Ceci n'est même pas vrai du seul prolétariat, où seuls les éléments avancés, regroupés en Parti, ont conscience du but à atteindre et des moyens pour y parvenir. Il n'y a donc plus, avec l'opposition ouvrière, ni rôle d'éducation et d'organisation du prolétariat par le Parti, ni entraînement des masses laborieuses par le prolétariat. Comme si les conditions étaient réunies, qu'il n'y ait plus de classes, qu'on puisse passer immédiatement au communisme. En réalité, les oscillations des masses petites bourgeoises et semi-prolétariennes auront libre cours dans les soviets et avec elles la ligne bourgeoise. C'est "les soviets sans les bolcheviks" dont rêvent tous les réformistes bourgeois. Et comme l'État ne disparaît pas pour autant par les vertus de la démocratie, ici la forme démocratique sert à entraîner les masses intermédiaires derrière la bourgeoisie, à recréer un État bourgeois comme le montre "l'autogestion" à la Yougoslave.

A l'opposition ouvrière Lénine répond encore qu'il est tout à fait juste de vouloir lutter contre la bureaucratie, contre la dégénérescence bourgeoise de l'État et de chercher à faire assumer les fonctions d'administration par, pour commencer, l'ensemble des prolétaires. Mais la condition première pour cela est de travailler à former des prolétaires un tant soit peu compétents, conscients : « *Si le parti ne tait pas confiance à la classe ouvrière, ne laisse pas les ouvriers accéder à de hautes fonctions, à bas ce parti... nous accueillons à bras ouverts la moindre aide de toute personne quelque peu compétente, et quand c'est un ouvrier avec trois fois plus d'empressement. Mais nous n'en avons pas* ».

C'est la situation du début du socialisme, où le prolétariat dans son entier n'est pas encore conscient. Alors « *le Parti absorbe en quelque sorte l'avant-garde du prolétariat, et c'est elle qui exerce la dictature du prolétariat... il est impossible d'exercer la dictature du prolétariat par l'intermédiaire de l'organisation qui le groupe tout entier (le syndicat, nldr). Car ça n'est pas seulement chez nous, l'un des pays capitalistes les plus arriérés, mais aussi dans tous les autres pays capitalistes, que le prolétariat est encore si morcelé, humilié, corrompu çà et là (précisément par l'impérialisme dans certains pays) que l'organisation qui le groupe tout entier est incapable d'exercer directement la dictature*²⁷ ». Les syndicats, organisations de la masse ouvrière servent "d'engrenage", de liaisons entre l'avant-garde et les masses. Toute la question ici est la liaison avec les masses : comment les entraîner à l'exercice du pouvoir d'État, dans la voie communiste (et non pour recréer une nouvelle bureaucratie syndicale ou "autogestionnaire" à la place de la bureaucratie actuelle des fonctionnaires de l'État). Lorsque Lénine dit que « *dans le système de la dictature du prolétariat, les syndicats se situent, si l'on peut s'exprimer ainsi, entre le Parti et le pouvoir d'état*²⁸ », il traduit cette situation du début de la transition où les soviets ont formellement le pouvoir, mais où seule l'avant-garde a la capacité de l'exercer réellement, et où son rôle est d'entraîner les masses ouvrières, dans les soviets, à l'exercer. Lénine pose ici parfaitement le problème : le dépérissement de l'État exige la gestion par les masses elles-mêmes. Mais celle-ci nécessite la conscience et l'éducation (« *rouge et expert* » diront les chinois). Et cela ne se décrète pas.

Trotsky

Il s'oppose lui aussi à sa façon à cette dialectique. Pour lui l'État est "ouvrier". Sa position peut se résumer ainsi : « *Pourquoi défendre la classe ouvrière et contre qui, puisqu'il n'y a plus de bourgeoisie, puisque l'État est un État ouvrier* » (c'est, nous le verrons, la position aujourd'hui du Parti du Travail d'Albanie (PTA) et de tous ceux qui critiquent de ce point de vue la GRCP et Mao). Il s'ensuit donc, pour Trotsky, qu'un syndicalisme revendicatif (ou toute forme de lutte des ouvriers contre l'État) est un non-sens. L'État doit être prolétarien et il l'est nécessairement si de purs marxistes sont à sa tête. D'où sa position sur les syndicats, ils doivent être « *dissous dans l'État* » et leur rôle spécifique n'est plus que d'encadrer la classe ouvrière pour organiser la production. Il faut militariser la production, instaurer une discipline de fer, développer "une atmosphère de production". A cela Lénine répond que Trotsky oublie que « *la politique ne peut manquer d'avoir la primauté sur l'économie* », car « *sans une position politique juste, une classe donnée ne peut maintenir sa domination et, par conséquent, elle ne peut pas non plus s'acquitter de sa tâche dans la production*²⁹ ». L'État soviétique n'est pas un "État ouvrier" pur.

27 Idem

28 Idem

29 Lénine T31 p452

La réalité est telle qu'il a engendré la bureaucratie. Il est donc toujours nécessaire que les syndicats continuent à lutter pour la défense des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière et que dans cette lutte la classe ouvrière apprenne à gérer par elle-même la production et les affaires de l'État, contre l'État lui-même. Les syndicats n'ont pas à contraindre les travailleurs à produire pour "l'État ouvrier" de Trotsky, mais à les éduquer à prendre en main les tâches de production de façon communiste (c'est-à-dire de façon consciente en ayant la possession réelle des moyens de production, pour la satisfaction des besoins de tous). A cet effet, le Parti doit diriger les syndicats de façon à ce qu'ils soient "*une école du communisme*".

C'est dans le même ordre d'idée que Lénine a accordé une extrême importance, comme nous l'avons signalé au début de cet article, à l'Inspection Ouvrière et Paysanne, demandant même que les dirigeants obtiennent les mêmes droits que ceux du Comité Central du Parti. Lénine dit alors que pour lutter contre la bureaucratie : « *Il faut améliorer les conditions générales d'existence pour que des centaines de milliers et de milliers de travailleurs passent par l'école de l'Inspection Ouvrière et Paysanne et apprennent à gérer l'État (car personne ne nous a enseigné cela) et puissent remplacer les centaines de milliers de bureaucrates bourgeois*²⁸ ».

Ainsi Lénine, de la Révolution de 17 à sa mort, a précisé et enrichi la théorie marxiste sur la question de l'État. On trouve chez lui les bases de la continuation de la lutte des classes sous le socialisme et qui seront résumées par "La lettre en 25 points" du Parti Communiste Chinois (PCC) (point 17) sous cette forme :

- a) les anciens exploités essaient de reconquérir le pouvoir
- b) l'ambiance petite-bourgeoise engendre chaque jour de nouveaux éléments bourgeois
- c) l'encerclement impérialiste détermine aussi la lutte de classe
- d) dans les rangs du Parti et de l'État on voit apparaître de nouveaux éléments bourgeois

La dictature du prolétariat, c'est l'organisation de la lutte contre la bourgeoisie qui subsiste. L'appareil d'État doit en être un instrument. Mais pendant longtemps il reste un appareil relativement autonome, coupé des masses, et en cela, il sert aussi de protection et de base à la nouvelle bourgeoisie. D'où la nécessité à la fois de le défendre et de le combattre c'est-à-dire de le transformer constamment. La voie à suivre est celle du renforcement de l'exercice réel du pouvoir par le prolétariat d'abord, puis à sa suite par les masses laborieuses au fur et à mesure qu'elles se convainquent de lutter à ses côtés contre la bourgeoisie. La démocratie est une forme qui facilite cette alliance de lutte. Le pouvoir du Parti s'élargit progressivement au pouvoir du prolétariat conscient, puis des masses laborieuses elles-mêmes. La dictature du prolétariat devient vraiment l'exercice du pouvoir par le prolétariat au fur et à mesure qu'il est capable de suppléer lui-même à l'appareil d'État spécial. L'État est de plus en plus absorbé dans la société marchant au communisme. Il ne doit pas être renforcé en tant qu'appareil spécial (ce qui ne peut qu'accélérer la reproduction d'une nouvelle bourgeoisie), mais au contraire en tant que "dilution" progressive de ses tâches spéciales dans le prolétariat puis les masses (ce qui, comme nous l'avons exposé dans notre premier article, est bien sûr lié à la transformation des rapports de production eux-mêmes). Plus l'État "s'élargit" ainsi, plus il devient "non État" et approche de sa disparition. C'est cela la voie du renforcement de la dictature du prolétariat.

4) Les erreurs de Staline sur la question de l'État

Nous avons vu, dans notre premier article sur la théorie des forces productives, que Staline pensait que la bourgeoisie n'existait plus dès lors que les formes de propriété étaient devenues collectives. Déclarant en 1936 : « *Plus de classe de capitalistes dans l'industrie. Plus de classe des koulaks dans l'agriculture. Plus de marchands et spéculateurs dans le commerce. De sorte que toutes les classes exploiteuses ont été liquidées*³⁰ », il était normal qu'il en déduise que, puisqu'il n'y a plus de bourgeoisie, il n'y a plus de prolétariat mais « *une classe ouvrière entièrement nouvelle, affranchie de l'exploitation* ». Quant aux paysans et intellectuels, les démarcations entre eux et la classe ouvrière « *s'effacent... la distance entre ces groupes sociaux diminue de plus en plus... la société (où) il n'existe plus de classes antagonistes, est composée de deux classes amies d'ouvriers et de paysans*²⁹ ». Tel est le tableau idyllique que Staline trace d'une société où subsistaient la loi de la valeur, les échanges marchands,

³⁰ Staline "Sur le projet de Constitution en URSS" (Novembre 36)

une très forte division intellectuels manuels (avec même des écarts grandissants et bien d'autres profondes contradictions). Il déclarera même que la question de savoir "qui l'emportera" est définitivement résolue³¹.

Lénine, tout en bataillant ferme sur la nécessité de l'État, ne perdait pas de vue ni l'objectif final (son dépérissement), ni les défauts importants de l'État soviétique. Il en analysait la réalité et ne présentait pas comme l'idéal socialiste les pauses, compromis, détours que la situation concrète avait imposé d'y prendre. Mais pour Staline il n'y a plus qu'un socialisme pur, un "État prolétarien". En 1936, selon lui, on a « *aujourd'hui un État multinational parfaitement constitué*²⁹ ». En 1939, il confirme qu'à l'intérieur l'État n'a plus pour tâche que « *de faire un travail paisible d'organisation économique, de culture et d'éducation* ». En 1952 encore, au 19ème Congrès, Malenkov fixe les tâches du parti uniquement sur le plan économique, à commencer par « *renforcer sans défaillance la puissance économique de notre État*³² ». Et les qualités d'un communiste y sont définies : « de placer les intérêts de l'État au-dessus de tout³³ ». De toute évidence (les déclarations abondent, au moins de 1936 à 1952), Staline identifie totalement les intérêts de la révolution à ceux du renforcement de l'État La dictature du prolétariat, c'est le renforcement de l'appareil d'État On peut remarquer qu'en 1930, au 16ème Congrès, il parlait du « *développement du pouvoir d'État en vue de préparer le dépérissement de ce pouvoir* » puis en 1933 il écrivait : « *le dépérissement de l'État se fera non par l'affaiblissement du pouvoir d'État, mais par son renforcement maximum* » (Bilan du premier plan quinquennal), jusqu'à 1950 où il dit : « *le pays de la révolution victorieuse doit, non pas affaiblir, mais consolider par tous les moyens son État, les organismes d'État, les services de renseignement, l'armée, si ce pays ne veut pas être brisé par l'encerclement capitaliste* » (Le marxisme et les problèmes linguistiques).

C'est ici l'argument principal de Staline, l'encerclement impérialiste, argument qu'il répète à chaque Congrès. Certes, c'est une très sérieuse réalité. Mais préparer la défense de la Révolution est-ce uniquement renforcer la police, l'armée, l'appareil. N'y a-t-il pas la guerre populaire, un type d'armée différent de l'armée bourgeoise ? Est-ce que cela nécessite de briser les soviets et de renforcer le pouvoir des ministères et directeurs dans tous les domaines ? Bien sûr que non : c'est ici le choix de la voie bourgeoise (qui, aussi, nous le verrons dans un prochain article, néglige d'organiser la révolution mondiale contre la guerre) du renforcement de "l'appareil spécial" au lieu de l'approfondissement de l'action directe des masses (Marx disait : « *En même temps que La profondeur de l'action historique, augmentera donc l'étendue de la masse dont elle est l'action* »). Cette théorie de Staline s'énonce finalement vulgairement ainsi : à l'intérieur tout va bien entre classes amies, il n'y a plus qu'à travailler à développer la production. Sur ce point l'État pourrait être supprimé (Staline au 18ème Congrès 1939). Mais il faut en fait le renforcer à tout va à cause des ennemis extérieurs. Voyons quelques conséquences de cette position.

1) Comme nous l'avons vu une bourgeoisie se reproduit encore sous le socialisme. Et comme il y existe toujours une lutte antagonique entre tenants de la voie capitaliste et tenants de la voie communiste, il arrive que les décisions, plans, directives, ne s'appliquent pas comme prévu ou n'aient pas les effets voulus. Il y a des résistances. De toutes ces difficultés (en supposant ici que ces directives, décisions, etc. soient justes), Staline ne voit la source qu'à l'extérieur puisqu'à l'intérieur il n'y a que des classes amies. Ce sont « *des états bourgeois et leurs organismes qui envoient dans notre pays des espions, des assassins, des saboteurs et guettent l'instant propice pour l'attaquer militairement*³⁴ ». Et contre des saboteurs, espions, etc. il n'organise pas la lutte politique, mais la police, le contre-espionnage, le renforcement de l'état.

2) Pour Staline, l'État doit gérer la société. L'important est de le rendre toujours plus fort, toujours plus apte à cette "gestion pacifique". Pour cela il faut valoriser les "experts" puisque ce sont les spécialistes de l'appareil, non les masses, qui gèrent tout "par le haut". D'où la déclaration de Staline « *Les cadres décident de tout* ». D'où les très nombreux privilèges consentis aux cadres (salaires, primes, logements, approvisionnements, etc.) qui ne font qu'accélérer leur transformation en nouveaux bourgeois. La question à résoudre devient alors celle du juste choix et de la bonne éducation des cadres (mais sans transformer leur situation par rapport aux masses, sans se demander d'où vient la "juste ligne" qu'ils doivent appliquer). Et quand il arrive à Staline de considérer le phénomène du bureaucratisme, comme au 19ème Congrès, il l'attribue à un « *retard idéologique* » et à

³¹ Staline ira encore plus loin en 1946 en disant que "le communisme dans un seul pays est parfaitement possible, particulièrement dans un pays comme l'URSS" (Réponse à A. Werth. Œuvres T16, p228. Éditions NBE).

³² 19ème Congrès. Cahiers du Communisme. Numéro spécial Novembre 1952. Voir p141 et 142

³³ Idem p150

³⁴ Staline. Rapport au 18ème Congrès. Ed. Pékin, p944

l'influence « *d'idéologies étrangères*³⁵ ». Cette bureaucratie n'a aucune base matérielle. Il suffit donc de soigner l'idéologie par une éducation appropriée pour perfectionner les cadres. Sélection, éducation des cadres, épuration, exécution des espions (les mêmes cadres quand l'éducation n'a pas suffi à empêcher la renaissance de leurs positions erronées), voilà la politique du renforcement de l'État. Il faut noter que cette thèse du retard idéologique est très pernicieuse quand elle sert - comme chez Staline - à masquer l'existence des bases matérielles à l'existence d'une idéologie et d'une voie politique bourgeoise sous le socialisme.

3) Cette négation de la lutte de classe et des bases matérielles de reproduction d'une nouvelle bourgeoisie désarmait évidemment le prolétariat. Non seulement il ne savait pas qui combattre, mais encore cela ne lui était même pas demandé (sauf de défendre- la patrie contre les ennemis extérieurs). Lorsque, du fait des contradictions qui existaient inévitablement, surgissaient des divergences et des oppositions à la politique du Parti, elles ne pouvaient, pour Staline, qu'être le fait d'ennemis liés à l'étranger. Donc traitées par la violence, même s'il s'agissait en réalité de contradictions au sein du peuple entre le prolétariat et ses alliés.

La démocratie n'est plus alors considérée comme un moyen pour entraîner les masses laborieuses à la lutte contre la bourgeoisie - y compris contre ce qui la reproduit dans la base économique et la superstructure - puisqu'elle est définitivement anéantie. La démocratie n'est plus que formelle, les soviets ne servent plus à rien. Il ne reste qu'à organiser le "travail paisible" de production à l'ombre de l'État : il est prolétarien et donc tout ce qui vient "d'en haut" est juste. Tout ce qui s'y oppose est réprimé par la violence.

On voit que Staline a utilisé la méthode du renforcement de l'appareil d'État pour lutter contre les défauts inhérents à l'existence même de cet appareil. Il a préconisé le renforcement de la bureaucratie pour lutter contre la bureaucratie. Ce faisant, il utilisait un "remède" qui aggravait le mal. Un "remède" qui aboutissait à rendre vides les organisations ouvrières (soviets, syndicats, etc.) au profit de l'appareil d'État, à renforcer la division du travail et le rôle des cadres. Bref, un "remède" qui accélérerait la formation d'une nouvelle bourgeoisie au lieu de la réduire. Staline pensait qu'il n'y a pas inéluctablement une telle bourgeoisie sous le socialisme. Et cela l'a poussé à agir de telle sorte qu'il la renforçait. Plus il éliminait les "espions, agents de l'étranger" par méthodes bureaucratiques, plus il en renaissait. Quand Khrouchtchev est arrivé au pouvoir, c'est bien toute une classe qui l'a soutenu : le terrain était préparé. De même était préparé le terrain théorique qui a donné naissance au concept "d'État du peuple tout entier" (voir à ce sujet particulièrement la Constitution de 1936)³⁶.

5) Le Parti du Travail d'Albanie : la fidélité aux erreurs de Staline (2ème réponse à E. Hoxha)

La question de la reproduction d'une nouvelle classe bourgeoise au sein de l'appareil d'État et du Parti sous le socialisme est évidemment primordiale : si cette classe n'existait pas, les Khrouchtchev et Deng Hsiaoping ne pourraient reprendre le pouvoir. Sous le socialisme, c'est essentiellement de l'intérieur du Parti et de l'État que la bourgeoisie peut reprendre le pouvoir, en se parant du drapeau rouge et en multipliant les professions de foi révolutionnaires (et à partir de là briser les entraves à son développement dans la base économique). Aucune

35 Malenkov. 19^{ème} Congrès – Op ; cité p155

36 Cette analyse rend évidemment pour moi erronée une partie de l'article paru sur Staline dans PLP 21, même si elle ne constitue pas un bilan de toute l'activité et de toute la vie de Staline. Par ailleurs il serait intéressant de montrer, mais nous n'en avons pas la place dans cet article, les fondements philosophiques des positions de Staline. Négation de la dialectique et idéalisme. L'état est socialiste par définition et tout le reste doit en découler. Il n'y a pas à analyser sa réalité contradictoire, mais il faut faire rentrer la réalité dans la définition (et écraser ce qui n'y correspond pas). Chez Staline le droit, l'État peuvent être des instruments "neutres" entièrement voués à la construction de la nouvelle société pour peu qu'ils soient aux mains de dirigeants infaillibles, d'une ligne juste. Ici la réalité et les contradictions qui la composent sont éliminées. Il ne reste que la force de l'Idée. "La méthode idéologique ou à priori consiste non pas à connaître les propriétés d'un objet en les tirant de l'objet lui-même, mais à les déduire démonstrativement du concept de l'objet... Ce n'est pas le concept qui doit se régler sur l'objet, mais l'objet sur le concept... La philosophie du réel se présente donc ici encore comme idéologie pure, déduction de la réalité non à partir d'elle-même, mais à partir de la représentation" (Engels Anti-Duhring).

Ainsi à partir du concept d'un État socialiste "pur" pourvu qu'il soit dirigé par une ligne juste, Staline en vient à nier l'analyse de l'objet : contradictoire, représentant la bourgeoisie.

fraction bourgeoise ne peut en effet s'opposer ouvertement au socialisme en brandissant un programme avoué de restauration du capitalisme sans encourir une riposte du Parti et du peuple. Il leur faut prendre mille ruses et détours. D'où toute l'importance que les communistes sachent reconnaître et apprennent aux masses à reconnaître où est la bourgeoisie. Dire : "la bourgeoisie existe, voilà où elle est" n'est pas concilier avec elle, la tolérer (comme disent le PTA, le PCOF, E.Varlin etc.³⁷). C'est bien évidemment au contraire le meilleur moyen de la combattre.

A ce sujet nous avons déjà critiqué les thèses du PTA³⁸. Depuis, est paru dans Albanie Aujourd'hui (n°2 - 1980), un article de Foto Çami (membre du CC du PTA) qui tente de mettre un peu d'ordre dans les thèses confuses de Hoxha. Les thèses de Foto Çami peuvent se résumer ainsi :

1. Il y a eu liquidation des exploités. Il ne subsiste plus sous le socialisme que « *leurs vestiges en tant que personnes* ».
 2. Il apparaît de nouveaux « *éléments bourgeois* », « *mais ceux-ci ne se transforment pas dans tous les cas en une nouvelle classe bourgeoise* ». Sur quelles bases matérielles en quels lieux apparaissent ces "éléments" ? Mystère. Çami parle ironiquement du "droit bourgeois" entre guillemets et lui accole l'étiquette de « *prétendu droit bourgeois* ». On comprend qu'il ferme les yeux sur cette question puisqu'il affirme qu'un principe comme celui de la rémunération selon le travail n'a rien de bourgeois tant qu'il n'est pas violé. En fait tout l'article montre que c'est surtout du dehors du pays que proviennent les influences bourgeoises. C'est « *la grande pression à la fois idéologique, politique, économique et militaire exercée par le monde capitaliste et révisionniste qui ne manque pas d'exercer son influence sur les gens de chez nous* ». Ces "gens de chez nous" sont d'ailleurs dans l'ensemble tous amis, car à l'intérieur « *les classes antagonistes ont été supprimées de la vie de la société, il ne peut être question de domination d'une classe sur les autres classes car chez nous les rapports entre la classe ouvrière, la paysannerie coopératrice et l'intelligentsia populaire ne sont pas des rapports de domination et de soumission, d'oppression et d'exploitation, mais des rapports d'alliance, de coopération, d'entraide* ».
 3. Donc il existe des éléments bourgeois dont les racines sont les vestiges de l'ancien temps et les influences étrangères. Mais pas de contradictions antagoniques, pas de lutte de classes « *qui soit menée comme une lutte entre des classes antagoniques* », car « *dans la société socialiste les classes antagoniques ont été supprimées* » ! Et pourquoi n'y-a-t'il plus de classe bourgeoise ? Parce qu'il y a eu collectivisation de moyens de production. Les « *personnes* » bourgeoises ne sont pas « *une classe en soi car elles ne possèdent plus maintenant ni pouvoir politique, ni moyen de production* ». Comme si une classe se définissait par le critère de posséder ou pas le pouvoir politique ! Comme si la propriété collective des moyens de production supprimait à elle seule les places différentes qu'occupent les gens dans le processus de production, dans la division sociale du travail qui est à la base des classes ! Qui a la maîtrise du processus de production, la "possession" réelle de ce processus, la place dominante dans le rapport des hommes à la nature et donc dans les rapports des hommes entre eux ? Ces questions, Çami ne les effleure même pas.
- En fait les "éléments" bourgeois qui tiennent leur existence d'une place particulière dans les rapports sociaux et qui ont leur expression politique (le révisionnisme) sont bien une classe active. Dire qu'une ligne politique juste, une lutte correctement menée peut empêcher cette classe de prendre le pouvoir et de restaurer le capitalisme sur toute la ligne est une chose. Dire que cela peut empêcher son existence même est de l'idéalisme pur et simple.
4. Qu'en résulte-t-il quant à la dictature du prolétariat telle que la conçoit Foto Çami ? Elle n'a plus à s'exercer que contre les vestiges du passé et vis-à-vis des ennemis extérieurs, puisque sous le socialisme. « *où les classes antagoniques ont été supprimées, ces contradictions (antagoniques) n'émanent pas de la nature même de l'ordre socialiste. Elles apparaissent et existent en tant que produit des vestiges de l'ancienne société bourgeoise de dedans et de la pression de l'encerclement capitaliste révisionniste de dehors* ». Vis-à-vis de la petite-bourgeoisie et des masses intermédiaires, il n'y a plus qu'une harmonieuse coopération (pas question de leurs hésitations, pas question de l'ambiance "petite-bourgeoise", comme disait Lénine, qui fait renaître la bourgeoisie à chaque

37 Renvoi à une Annexe 4 – non numérisée, critique d'un groupe disparu de longue date (OCML Eugène Varlin) et donc sans plus d'intérêt (NdIR 2024).

38 Notre brochure « Première réponse à E. Hoxha » (Juillet 1979) qui commente l'ouvrage de Enver Hoxha « L'impérialisme et la Révolution ».

instant). Ne reste enfin de compte que le "fameux retard idéologique" qui empêche une fois de plus de repérer la bourgeoisie et d'en arracher les racines.

S'il subsiste des "idées bourgeoises" ce n'est pas seulement parce que les idées anciennes mettent plus de temps à changer que la base matérielle dont elles sont issues. Car ces idées bourgeoises ne font pas que subsister. Elles se reproduisent aussi. Et si elles se reproduisent c'est bien qu'il existe une base matérielle à leur existence sous le socialisme. Nier cette réalité conduit à essayer de guérir un cancer avec des cachets d'aspirine (même à forte dose !).

D'où les conclusions de Foto Çami : il n'y a plus pour le prolétariat qu'à « *diriger l'État* ». C'est là, selon lui, « *l'essence de la dictature du prolétariat* » (et non l'exercice direct du pouvoir du prolétariat sur toute la société). Et l'État se charge des ennemis extérieurs. On le perfectionne, ainsi que le Parti, par l'éducation des cadres. C'est la lutte contre le retard des idées.

5. En ce qui concerne le Parti lui-même « *la lutte de classe est inévitable... mais ne se manifeste pas en toute occasion et inévitablement comme une lutte entre deux lignes* ». Foto Çami nous explique qu'il y a bien lutte de classes dans le Parti contre « *les traîtres et ennemis* », éléments infiltrés sous la pression étrangère. Mais pas lutte de lignes car « *il est important de ne pas confondre les motifs subjectifs des gens de chez nous (!) avec les conséquences objectives de leurs vues et de leurs attitudes erronées* ».

Ici Foto Çami aborde la question importante de distinguer ceux qui adoptent des positions erronées mais sont tout à fait capables de les corriger et les éléments irrécupérables, têtes de file de la bourgeoisie.

Devant ce problème, Mao Zedong a préconisé de laisser le temps à ces positions de s'exprimer et de centrer la cible de la lutte contre une poignée de représentants de la bourgeoisie de façon qu'à travers la lutte idéologique et politique, dirigée par le quartier général prolétarien, les masses fassent leur expérience, apprennent à faire le tri entre le vrai et le faux, entre la bourgeoisie et le prolétariat et de façon que les éléments sains mais trompés rectifient leurs erreurs.

Une telle méthode tient donc compte des "motifs subjectifs" différents de ceux qui adoptent des positions erronées mais ne laisse place, pour autant, à aucune faiblesse pour combattre le contenu bourgeois des idées et des comportements. Lutte qui, au demeurant, est à mener dans le domaine des idées ET dans le domaine matériel qui constitue la source de ces idées. Foto Çami, lui, voit les choses autrement. Il pose la question de telle façon que si "les gens de chez nous" ont de mauvaises idées, ce n'est pas grave tant que leurs "motifs subjectifs" sont sains. Il suffit de mener la lutte entre amis, de combler "le retard idéologique". Et comme dans la société albanaise il n'y a que des "classes amies", cette lutte paisible ne peut se manifester qu'exceptionnellement comme une lutte de lignes. Dans ce cas, ce sera une lutte de lignes entre les défenseurs de la patrie albanaise et les espions, agents de l'étranger !

(On notera au passage le rapport entre le contenu national d'une telle lutte de lignes et l'utilisation de mots tels que "gens de chez nous")

La position albanaise revient donc en fait à ceci :

- soit on déclare qu'il n'y a pas de lutte de lignes, on minimise les divergences (il n'y a plus que des classes amies) et on ne mobilise pas les masses pour "si peu".
- soit on s'impatiente devant l'apparition renouvelée d'oppositions. Puisque la société socialiste est sans antagonismes, ce ne sont que des "espions".

Dans les deux cas on ne voit pas la racine des phénomènes. On tranche bureaucratiquement sans pouvoir mobiliser les masses sur un réel objectif. La démocratie socialiste, qui consiste justement à entraîner les masses laborieuses à la lutte, est vidée de son contenu. Elle ne peut pas remplir son rôle d'instrument au service des masses pour qu'à travers la lutte elles deviennent conscientes et maîtresses de leur destin puisque le Parti ne peut pas guider les masses à comprendre la racine même des phénomènes, à les surmonter en les transformant.

Tout le contraire est la position défendue par Mao qui consistait à apprendre aux masses laborieuses "Où est la bourgeoisie", à distinguer les contradictions au sein du peuple, des contradictions entre le peuple et ses ennemis

au sein de la société socialiste aussi bien qu'au plan international. Il a été souvent observé que Mao, vu son immense prestige et son immense autorité, aurait pu, sur un seul geste de sa part, faire couper la tête à Liou Shao Shi, ou Deng Hsiaoping, comme dans n'importe quel "procès de Moscou". Mais qu'auraient appris les masses ? Comment se seraient-elles transformées dans le sens de devenir les maîtres du monde si elles n'avaient pas été entraînées dans l'immense lutte de la Révolution Culturelle ? Et qu'auraient appris Mao et les communistes eux-mêmes sur les bases réelles de la bourgeoisie et sur ceux qui défendent la voie capitaliste, s'ils n'avaient mobilisé les masses, poussé chacun à prendre position, obligé "tous les démons à bondir sur la scène" ?

Quels que soient les mérites passés du PTA, la polémique qu'il e entreprise contre Mao et la Révolution Culturelle fait apparaître qu'il y a là une importante ligne de démarcation aujourd'hui entre marxistes-léninistes et opportunistes : savoir si nous retournerons aux balbutiements et erreurs de Staline d'il y a 50 ans (face, il est vrai, à des problèmes alors nouveaux) ou si nous nous appuyons, pour aller plus loin, sur toute la riche expérience de la GRCP dont nous devons maintenant rappeler les axes principaux³⁹.

6. La Grande Révolution Culturelle Proletarienne

La GRCP n'est pas tombée du ciel. Mao a dit qu'elle était la forme "*enfin*" trouvée de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie sous le socialisme. "Enfin" car c'est seulement après de multiples autres tentatives (mouvements "Sanfan et Wonfan", le Grand Bond en Avant, le Mouvement d'étude pour le socialisme, etc.) que la GRCP vit le jour. C'est seulement dans les années 60 que Mao prit pleinement conscience, et dans le cours même de la GRCP de l'étendue de la dégénérescence révisionniste, des bases sociales de la nouvelle bourgeoisie et de la nécessité de mobiliser les masses y compris contre le "quartier général" du Parti et de l'État.

Né à l'époque de la III^{ème} IC, dont il a subi évidemment toute l'influence, et n'ayant pour seul exemple historique de construction du socialisme que l'URSS de Staline, le PCC ne pouvait d'emblée comprendre, puis se dégager de leurs erreurs.

C'est pourtant dès 1957 que Mao rédige un de ses ouvrages fondamentaux : "De la juste solution des contradictions au sein du peuple". Jusqu'à cette époque, et après avoir réalisée l'étape démocratique de la révolution chinoise, la Chine avançait sur la voie de l'accomplissement des tâches de la révolution socialiste dans le domaine de la collectivisation de la propriété des moyens de production. Sur ce terrain (comme sur celui du mode de développement des forces productives) elle suivait l'exemple de l'URSS. C'est alors, la collectivisation étant réalisée pour l'essentiel, (encore sous deux formes, propriété collective et propriété d'État) que Mao écrit cet ouvrage où, pour la première fois, il établit avec vigueur que contrairement aux thèses de Staline, « *après la réalisation pour l'essentiel de la transformation socialiste de la propriété des moyens de production, les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes continuent d'exister et le prolétariat doit poursuivre la révolution socialiste et la mener jusqu'au bout non seulement sur le front économique mais également sur les fronts politiques et idéologiques*⁴⁰ ». ».

En 1963, "La lettre en 25 points" formule dans son point 17 les bases de l'existence de la bourgeoisie sous le socialisme comme nous l'avons rappelé ci-dessus (fin Chapitre III). Et bien d'autres textes encore fixent que, sous le socialisme, la lutte pour le pouvoir d'État reste vive entre bourgeoisie et prolétariat. Restait, comme nous l'avons dit, à trouver comment mener cette lutte pour débusquer un ennemi habile à se camoufler.

39 Il faut noter que l'attaque du PTA (et ses semblables) contre Mao se fonde sur le plan philosophique sur la critique de la position marxiste-léniniste "un se divise en deux". Çami refuse le principe "du dédoublement de l'unité" (p15) et déclare que sous le socialisme prévaut la thèse de l'unité des classes (deux s'unissent en un) ; "nous sommes principalement en présence d'une unité des contraires où les deux termes de la contradiction sont progressistes dans l'ensemble et avec des intérêts fondamentaux concordants" (p16). C'est la thèse métaphysique de la fusion des termes de la contradiction pour l'éliminer, au lieu de la thèse dialectique du triomphe de l'un des termes sur l'autre (et de leurs transformations). Soit ici la thèse de l'intégration pacifique de la bourgeoisie sous le socialisme.

40 Pékin Information n°3. 21 Janvier 1974, qui synthétise dans cette formulation ce point important de l'ouvrage de Mao

Au début, la GRCP était effectivement axée sur la superstructure (Daubier note que le terme chinois "culturel" recouvre un champ beaucoup plus vaste que le mot français). Elle commença par une lutte contre les idées et conceptions bourgeoises dans les domaines de la culture, de l'art, de l'enseignement, des idées. Domaine en effet, où l'influence bourgeoise reste particulièrement forte et d'où - en tout premier lieu - la bourgeoisie peut le mieux travailler à reprendre le pouvoir. Comme Mao le dit en 1966 : « *pour renverser un régime, on doit nécessairement et en premier lieu, préparer l'opinion et travailler dans le domaine idéologique. Cela est vrai aussi bien pour les classes révolutionnaires que pour les classes contre-révolutionnaires... Bien que renversée, la bourgeoisie tente de corrompre les masses et de conquérir leur cœur au moyen de la pensée, de la culture, des mœurs et des coutumes anciennes des classes exploiteuses en vue de sa restauration*⁴¹ ».

Mais dès cette époque Mao pose aussi que cette lutte dans la superstructure concerne le pouvoir. Il n'en reste pas à la thèse que les maux dont souffre le socialisme en Chine proviennent d'un simple retard des idées sur le monde objectif. C'est pourquoi il ne va pas déclencher une simple campagne d'éducation des cadres. Il utilisera la méthode de "mobiliser sans réserve les masses" qui empêchera les révisionnistes de limiter la GRCP à un simple "mouvement académique" pendant lequel les cadres supérieurs venaient prêcher leur "marxisme" aux autres. C'est alors qu'en s'opposant à la mobilisation des masses, les révisionnistes commenceront à se démasquer.

Cette méthode de "mobiliser les masses", Mao et les communistes qui sont avec lui vont l'utiliser pour transformer le Parti et l'État : « *Nous avons pour but de combattre et d'écraser ceux qui détiennent des postes de direction, mis se sont engagés dans la voie capitaliste*⁴⁰ ». Ainsi dès 1966 est donnée une définition de l'ennemi : les hauts responsables engagés dans la voie capitaliste, ceux qui représentent cette nouvelle bourgeoisie et ceux qui veulent instaurer à leur profit le capitalisme d'État et dont la GRCP cernerait les contours. Le Comité Central du 31.10.68 établit que la lutte « *est centrée sur la question du pouvoir, la question de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie pour s'emparer des pouvoirs de direction, la question de savoir qui des marxistes ou des révisionnistes détiendra la direction du Parti et de l'État* ».

Nous ne pouvons ici retracer toute l'histoire du déroulement de la GRCP. Non seulement par manque de place. Mais surtout parce que cela nécessiterait un long travail de recherche qui ne fait que s'élaborer dans le mouvement communiste international. Mais ces lignes générales en ont déjà été établies. Partis de la révolution dans le domaine de la superstructure, Mao et les communistes qui le suivaient ont conduit cette révolution jusqu'au bouleversement des rapports sociaux dans tous les domaines, en liaison avec la lutte pour régénérer et reconstruire le Parti lui-même et pour renforcer la dictature du prolétariat en réduisant notamment le rôle des "appareils spéciaux" de l'État⁴².

Ils ont dirigé les masses à s'attaquer au terrain même sur lequel la bourgeoisie renaît sous le socialisme. Ils ont mené la lutte tant sur le plan pratique que théorique (comme en témoignent en particulier les grandes campagnes contre la théorie des forces productives et celle sur la dictature du prolétariat de 1975⁴³). Ils ont enrichi le marxisme de données nouvelles sur les bases d'existence de la nouvelle bourgeoisie et la manière de lutter contre elle. Nous ne pouvons pas ici décrire toute la richesse des initiatives prises dans les années 65-75 en Chine. Mais nous pouvons dire que tout ce que nous, et d'autres, peuvent dire aujourd'hui du socialisme vivant et vrai repose et doit reposer sur les acquis de la GRCP.

Parmi ces acquis figure en toute première place un approfondissement du marxisme sur le caractère contradictoire de la société socialiste en tant que société où se poursuit - dans les conditions nouvelles de la dictature du prolétariat - la lutte entre voie capitaliste et voie communiste. La fameuse "Circulaire du 16 Mai" (1966) par exemple établit que la GRCP est une lutte entre deux classes pour le pouvoir. Et comme nous l'avons vu c'est sur cette question précise que portera dès lors le fond des divergences entre révisionnistes et marxistes. Elle établit par exemple que : « *sans détruire, on ne peut construire. Détruire c'est critiquer, c'est faire la révolution. Pour détruire, il faut raisonner, et raisonner c'est construire. Ainsi vient d'abord la destruction qui porte*

41 Décision du CC du PCC du 8 Août 1966 – cité par Daubier, la GRCP (Editions Maspéro, p279)

42 Concernant la lutte pour changer les rapports sociaux, voir quelques aspects dans notre "Dossier Chine" dans PLP n° 19 et 20.

43 12 textes sur la ddp publiés dans Pékin Information n° 40 à 52 (1975) que les petits génies d'E. Varlin pourraient lire, eux qui affirment que les "quatre" sont muets sur les questions politiques. (LC, n°20, p23).
Publiés en ligne <https://ocml-vp.org/article1207.html>

la construction », posant ainsi qu'il y a encore bien des choses à détruire dans ce qu'on appelle "socialiste" (rapports sociaux socialistes, État socialiste, etc.) pour passer au communisme... Que le passage au communisme n'est pas une transition linéaire, graduelle et sans heurts, mais une révolution ininterrompue par étapes. L'état, en particulier, ne peut rester tel qu'il est. Le Comité central du 8 Août 1966 attire l'attention sur « *les choses nouvelles apparues, dans le mouvement de la GRCP*⁴⁰ ». Il indique aussi que les nouveaux « *organes du pouvoir de la révolution culturelle prolétarienne* », les groupes et comités de la révolution culturelle, doivent être directement élus par les masses suivant un système « *semblable à celui de la Commune de Paris* ». Il s'agit de renforcer l'exercice du pouvoir par le prolétariat, la dictature du prolétariat, en réduisant la distance entre lui (et ses alliés) et "l'appareil" d'État.

Cela ne va pas sans difficultés. A Shanghai par exemple, grand centre industriel, où la GRCP a gagné en masse les ouvriers, elle se heurte aux cadres gestionnaires, à l'appareil en place du Parti et aux couches les plus favorisées des travailleurs sur lesquels ils s'appuient. A la fin 1966, les ouvriers révolutionnaires s'étaient organisés en un "quartier général des rebelles ouvriers". Les cadres conservateurs tentent alors de lutter contre le mouvement rebelle en le déconsidérant, en créant l'anarchie, en désorganisant la production. Ils poussent les ouvriers à faire grève pour demander hausses de salaires, facilités d'horaire, etc. en disant que les ouvriers n'ont rien à se refuser puisqu'ils doivent être les maîtres. Par-là, ils voulaient limiter leur action dans les usines seulement et sur les seules revendications économiques., et aussi montrer que révolution et production sont incompatibles⁴⁴.

La gauche (animée à Shanghai par Zhang Chungqiao, Yao Wenyan, Wang Hongwen) contre-attaque. Le 6 Janvier 67, lors d'un meeting monstre d'un million de personnes, les dirigeants conservateurs sont destitués. Il est proclamé un pouvoir politique nouveau : "La Commune de Shanghai". Ici, en 1967, est posée vraiment la question d'arracher le pouvoir aux responsables engagés dans la voie capitaliste. Il ne s'agit pas du simple mouvement de refonte idéologique ou d'éducation.

Cette "Commune de Shanghai" se transformera ensuite en "Comité Révolutionnaire de Shanghai", c'est-à-dire une forme d'organisation du pouvoir qui se fonde sur des principes acceptables par toute la Chine. Shanghai ouvrière ne peut rester isolée. Des compromis doivent être trouvés sur l'ensemble du territoire avec différentes forces et le niveau de conscience des masses est sûrement loin d'avoir atteint partout celui de Shanghai.

Ces "Comités révolutionnaires" se répandent dans tout le pays. Ils « *doivent exercer leur direction en tout*⁴⁵ ». Ce sont des organes nouveaux de pouvoir fondés sur la "triple union", rebelles révolutionnaires, armée populaire (et milice), cadres ayant soutenu le mouvement. 'Rebelles' et cadres doivent être désignés par les masses. Cette "Triple Union" manifeste un compromis (notamment avec l'armée), une étape, un équilibre politique nouveau nécessaire pour consolider la GRCP en isolant la droite et ralliant les forces intermédiaires.

Dans le même temps où ces nouveaux organes du pouvoir se mettent en place, de grandes luttes ont lieu pour saper les bases économiques de reproduction de la nouvelle bourgeoisie.

Bien que des questions importantes comme celle du stimulant matériel et de l'application du principe "à chacun selon son travail" sont l'objet d'âpres batailles, les luttes ne se limitent pas au domaine de la répartition (jusqu'alors, on prétendait qu'une fois la collectivisation achevée, ne restait à résoudre que le seul problème d'une répartition égalitaire). Ces luttes concernent tous les aspects de la division sociale du travail, aussi bien dans les rapports de production que dans les rapports plus généraux masses/cadres, société/État,

44 Pendant la Révolution Culturelle a été mise en évidence plusieurs fois la tactique particulière de la bourgeoisie d'apparaître sous couvert d'une ligne "de gauche" mais de droite en réalité. Ainsi en 1969 Liou Shao Shi a essayé de détourner les attaques qui étaient portées contre lui et ses acolytes en tant que "hauts responsables engagés dans la voie capitaliste". Sa méthode était d'accuser tous les petits et moyens cadres de toutes les erreurs. "A bas ces cadres responsables de tous les maux". Puisque le Parti "a une ligne juste" ses hauts responsables ne peuvent être accusés ! Cette méthode "d'élargir la cible" pour mieux camoufler les vrais ennemis, ceux "d'en haut", fut démasquée à travers le slogan "attaquer la majorité pour protéger la minorité". Elle se résume à ceci : puisqu'il n'y a pas de classe bourgeoise sous le socialisme, attaquons à mort les petits bourgeois, ce sont eux la cause de tous nos maux (théorie reprise en France par E. Varlin, LC n°20, p21 à 26). Plus tard, en 1966, les droitiers essayèrent de s'appuyer sur le vaste mouvement d'échanges d'expériences et de déplacements des gardes rouges à travers tout le pays pour pousser les ouvriers à abandonner en masse la production, afin d'organiser le chaos et de déconsidérer la GRCP.

45 Selon le titre de l'article de Yao Wenyan paru en 1968

infrastructure/superstructure, etc. C'est ainsi par exemple, qu'outre la question du pouvoir d'État (qui dirige) et des formes nouvelles de l'État, ont été prises toutes sorte d'initiatives comme l'envoi en masse d'étudiants à la campagne à partir de Juin 68, d'ouvriers à l'université, la refonte de l'enseignement et de la médecine (médecins aux pieds nus), l'ouverture des "écoles du 7 Mai" pour les cadres en Octobre 68 (voir Annexe III), etc. Tout ceci se heurtant finalement à une résistance formidable - et sans doute plus forte que prévue - de nombreux cadres touchés dans leurs privilèges, leur prestige, leur train-train que Zhang Chungqiao a ainsi décrit : « *leur conception du monde n'a toujours pas dépassé le cadre de la petite production et celui de la bourgeoisie. Ils sont pour la dictature du prolétariat, à une étape donnée ou dans un domaine particulier, et se réjouissent de certaines victoires du prolétariat car ils y trouvent quelques avantages. Mais ces avantages une fois acquis, ils estiment qu'il est temps de s'installer et d'aménager confortablement son petit chez soi. Dictature intégrale sur la bourgeoisie ? Premier pas d'une longue marche de 10.000 lis ? Très peu pour moi ! Que d'autres s'y mettent, pour moi, terminus, je descends. A ces camarades nous donneront ce conseil : descendre à mi-chemin est dangereux ! La bourgeoisie vous fait déjà signe, vous feriez bien de rattraper le gros de nos forces et d'aller de l'avant !⁴⁶ ».* Ces cadres, que la révolution a promu à des postes plus ou moins importants et qui n'ont nulle envie d'avancer vers la suppression de "différences" dont ils profitent, veulent s'arrêter là, "à mi-chemin". Mais qui ne marche pas au communisme, marche au capitalisme. Il ne peut y avoir de stabilité "sociale" puisque justement s'y poursuit toujours âprement la lutte entre bourgeoisie et prolétariat. Sous le socialisme il n'existe pas de rapport de production se reproduisant d'eux-mêmes comme sous le capitalisme. "C'est reculer que d'être stationnaire" comme dit la chanson. Et c'est bien pourquoi la bourgeoisie "fait déjà signe" à ceux qui hésitent à aller de l'avant ! Que la masse des cadres de l'appareil d'État et du Parti n'était pas vraiment pleinement ralliée à la GRCP et convaincue de son bien-fondé, est attesté par la relative facilité avec laquelle les dirigeants révisionnistes, Deng Xiaoping à leur tête, ont pu reprendre la totalité du pouvoir après la mort de Mao. Bien des observateurs ont parlé du "soulagement" avec lequel ils ont accueilli cet événement (et aussi sûrement une partie des masses les moins avancées). Enfin la tranquillité ! Enfin terminée la lutte pour réduire leur rôle spécifique et les privilèges qui en découlent ! "Soulagement" qui trouve certainement bien plus là sa cause que dans les "excès gauchistes" qui ont peut-être existé à l'égard de certains (et qui sont d'ailleurs inévitables dans une période de tels bouleversements).

Nous ne pouvons ici et dans l'état de nos informations expliquer avec précision pourquoi la bataille pour développer la dictature du prolétariat a finalement été perdue en Chine. Mais on peut déjà avancer quelques explications permettant d'y voir plus clair et de répondre à la question : La GRCP était-elle une initiative juste, Mao a-t-il dans l'ensemble correctement assuré la direction ?

1) Il est nécessaire de rappeler une difficulté objective : la paysannerie et autres couches de la petite bourgeoisie en Chine représentaient une masse énorme face à un prolétariat corrélativement peu nombreux. En participant activement à la première phase démocratique de la révolution chinoise, ces couches (y compris certaines fractions de la bourgeoisie nationale) ont conquis une place importante dans l'appareil d'État et dans la société (et même jusque dans le Parti), apportant dans leurs bagages leur idéologie, leur politique... (A ceux qui "s'étonnent" des compromis passés alors avec certaines fractions de la bourgeoisie - jusque vers 1956 - on peut demander pourquoi ils ne "s'étonnent" pas de la NEP de Lénine par exemple, faute de pouvoir exiger de ce genre de conseillers la capacité d'une analyse concrète de la révolution).

2) Le PCC, dans son ensemble, faisait partie du Mouvement Communiste International de son époque, de la 3ème IC. En conséquence, dans un premier temps, la Chine se fixa sur le modèle de l'URSS. Le grand mérite de Mao a justement été de ne jamais être "suiviste" (faisant triompher sa ligne de la guerre populaire dès les années 30). Certes, il lui a fallu du temps pour tirer la leçon théorique et pratique des erreurs de Staline (et notamment il a fallu Khrouchtchev). Certes, la démarcation avec le révisionnisme n'a pas été immédiatement "totale", "achevée", comme si quiconque pouvait obtenir de tels résultats. Il n'en reste pas moins vrai que le PCC de Mao a "tout simplement" été le premier à mener cette bataille théorique et pratique (n'en déplaise au PTA, les textes et les faits en témoignent), et celui qui l'a menée le plus loin jusqu'à aujourd'hui. Avant la GRCP, personne n'avait compris, ni ne pouvait expliquer, les bases matérielles, les bases de classe, du révisionnisme et sa véritable nature. Tout ce qui peut être dit, tout ce qui sera approfondi sur cette question vitale, c'est à la GRCP qu'on le doit.

3) Des erreurs politiques ont pu être commises par les dirigeants communistes, groupés autour de Mao

46 Dans la brochure " De la dictature intégrale sur la bourgeoisie "

(notamment les quatre). Il est difficile de tirer un bilan exact de cette question puisque toutes les critiques qui sont faites aujourd'hui aux "quatre" proviennent de révisionnistes qui considèrent qu'il n'existe pas nécessairement une classe bourgeoise et une contradiction bourgeoisie/prolétariat dans un pays socialiste. Et donc, de ce point de vue, ils accusent les "quatre" d'attaques "excessives", de positions "anarchistes", "petites-bourgeoises", etc. (parfois ces accusations prennent une forme liu-shaoshiste de "gauche" en apparence : les "quatre" auraient eu tort de parler de bourgeoisie, car c'est sur la petite-bourgeoisie qu'il faut concentrer les coups - cf. note 43). Néanmoins à propos des erreurs politiques nous pouvons poser les problèmes suivants :

3.1 Le PTA, et bien d'autres à sa suite, disent en substance ceci : si la bourgeoisie existait en Chine notamment dans le Parti et l'État, c'est la preuve qu'il y a eu des erreurs politiques, qu'on l'a tolérée, qu'on a concilié avec elle, qu'on "*l'a invitée aimablement*" à y exister. Car si le prolétariat avait exercé sa "*dictature de fer*", si les dirigeants avaient eu une ligne juste, la classe bourgeoise aurait été balayée. Évidemment "si" on pouvait éliminer tout de suite les classes et passer au communisme, il n'y aurait pas trop de problèmes ! Comme si une ligne politique ou la volonté de fer de tel ou tel dirigeant pouvait empêcher l'existence d'une classe ! Une ligne politique juste peut empêcher la bourgeoisie de reprendre le pouvoir. Mais quant à son existence en tant que classe, il faut justement en supprimer les bases matérielles pour la supprimer. Avec ces théories, on nage en plein idéalisme !

3.2 Une ligne politique juste n'est même pas une garantie absolue contre une victoire de la bourgeoisie dans telle ou telle bataille. La défaite peut arriver malgré tout en fonction du rapport de force au plan national et international. Sinon la révolution résoudrait une fois pour toute la question de "qui l'emportera" sous le socialisme entre bourgeoisie et prolétariat. Si la bourgeoisie triomphe en Chine aujourd'hui c'est bien qu'elle a pu vaincre la ligne politique juste de la GRCP dans le Parti. Prenez l'exemple de la Commune de Paris. Marx n'a jamais dit que si les Communards n'avaient pas commis d'erreurs, avaient marché immédiatement sur Versailles, pris l'or de la Banque de France, etc. ils auraient vaincu à coup sûr, rallié les paysans, se seraient maintenus au pouvoir, etc. La Commune de Paris fut la première expérience de dictature du prolétariat. « *Dans le mouvement révolutionnaire des masses, bien que celui-ci n'eut pas atteint son but, il voyait un expérience historique d'une portée immense, un certain pas en avant la révolution prolétarienne universelle, un pas réel lien plus important que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser les leçons de tactique, s'en servir pour passer au crible sa théorie, telle est la tâche que Marx se fixa*⁴⁷ ». Bien que la GRCP n'ait pas atteint son but elle a la même portée historique immense que la Commune. Comme Marx en son temps, nous devons nous mettre à son école sans le pédantisme des idéalistes qui déclarent si spirituellement que puisqu'il y a eu échec c'est que ceux qui ont déclenché et animé la GRCP n'étaient que des petits-bourgeois !

3.3 Reste évidemment qu'il serait tout aussi stupide de dire que ces dirigeants ont su immédiatement résoudre TOUS les problèmes et qu'ils n'ont pas hésité ou ne se sont trompés en rien ! De ce que nous savons ils n'ont pas, ou mal, résolu deux problèmes difficiles :

3.3.1. - Le premier concerne la délimitation précise des forces de la révolution et notamment la question de la petite-bourgeoisie, des masses intermédiaires. Il était juste d'isoler la cible de la bourgeoisie, les hauts responsables engagés dans la voie capitaliste. Il était juste de lutter contre ceux qui disaient que seul subsistait le problème de la petite-bourgeoisie de façon à concentrer les coups contre elle et à ignorer la bourgeoisie elle-même. Mais la position juste n'est pas de dire "a contrario" que "90 % de la population" est révolutionnaire et soutient à fond la GRCP. Si les textes publiés pendant la révolution culturelle et jusqu'en 1975 montrent bien la base matérielle d'existence de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie et expliquent comment la bourgeoisie peut rallier la petite-bourgeoisie sur la ligne d'élargissement des différences, pour reprendre le pouvoir d'État (par exemple dans le texte "De la base sociale de la clique anti-parti de Lin Piao"), ils ne tracent pas une nette différence entre ces classes. De même les formules sur "les masses révolutionnaires" semblent parfois masquer la délimitation d'avec le prolétariat dont il est pourtant affirmé qu'il "*doit diriger en tout*". Nous avons vu que sous le socialisme existent des couches non-prolétariennes, dont l'existence est fondée sur des rapports sociaux portant traces du capitalisme. Par exemple : les paysans coopératifs (propriété de groupe), ou encore la petite-bourgeoisie, petits cadres et employés dans le secteur du commerce, des finances, de l'État, de l'enseignement et de la culture, etc. Cette petite-bourgeoisie oscille et hésite, n'adhère pas pleinement aux tâches ardues de la continuation au-delà révolution. Par ces bases matérielles, elle n'est pas séparée de la bourgeoisie par une muraille de Chine (pas plus que, sous le capitalisme, il n'y a de muraille nette entre les hauts dirigeants salariés de

47 Lénine. L'État et la Révolution. Ed. Pékin, p45. Souligné par nous.

Renault et les ingénieurs, ceux-ci et les cadres inférieurs), Pourtant toute tactique révolutionnaire exige de faire un travail minutieux d'analyse de classes pour repérer ses ennemis et distinguer le prolétariat de ses alliés (plus ou moins hésitants). Sinon - et d'autant plus que pendant la GRCP le prolétariat a très bien su entraîner les masses derrière lui - on gomme les différences, on considère les masses comme à 100% révolutionnaires. Cela est trompeur, affaiblit chez le prolétariat la conscience que le ralliement et la transformation de la petite-bourgeoisie est une lutte. Et lorsque celles-ci, à tel ou tel moment, lorgnent du côté de la bourgeoisie, n'agissent pas de façon aussi révolutionnaire qu'on l'espérait, ne suivent pas immédiatement les directives du Parti, alors on peut arriver à les qualifier de bourgeoises (puisque on ne voit pas l'existence de l'élément intermédiaire) et exercer la violence à leur encontre. Il y a là sans doute la source de certaines attitudes sectaires reprochées - semble-t-il par Mao aux "quatre".

Il y a là aussi, sans doute, la source du rôle peut être trop important qu'ils accordaient à l'idéologie et au droit. Si les masses sont à 100% révolutionnaires, on a tendance à privilégier la rééducation qui semble freiner la révolution, penser que ce sont les idées qui retardent et accorder moins d'attention à la transformation nécessaire de la petite-bourgeoisie dans son existence même. S'il ne faut pas oublier tout ce que la GRCP a fait en ce sens (ouvriers techniciens, médecins aux pieds nus, rôle de la classe ouvrière dans l'enseignement, etc.), la question se pose de savoir si l'organisation de la domination du prolétariat dans les organes du pouvoir, le renforcement de ses organisations indépendantes, parti, mais aussi milice, etc. sans lesquelles il peut se retrouver "noyé" dans les masses petites-bourgeoises - a été correctement traitée. Question importante dont l'enjeu est de savoir si c'est le prolétariat ou la bourgeoisie qui a l'initiative et qui rallie les masses petites-bourgeoises. C'est pourquoi Mao disait que si des gens comme Lin Biao arrivaient au pouvoir, ils rétabliraient facilement le capitalisme.

3.3.2. Cette question du pouvoir de la classe ouvrière, dans le Parti et l'État notamment, est bien le deuxième problème de la GRCP. Comme nous l'avons vu, toute la question du renforcement réel de la dictature du prolétariat dépend du niveau de conscience de la classe, de sa capacité à exercer réellement le pouvoir. C'est parce que cette conscience n'était sans doute pas encore massivement suffisante sur toute la Chine qu'il n'a pas été possible de généraliser la Commune de Shanghai. Il fallait reconstruire un appareil d'État dont les conditions objectives et subjectives ne permettaient pas de se passer. Et cela, il a fallu le faire avec les "matériaux" dont on disposait, avec des compromis, avec des anciens cadres, avec l'armée et d'autres forces (voir la "Triple Union"). C'est, toute proportion gardée, le même problème que nous avons vu Lénine affronter avec la nécessité de réutiliser en partie l'ancien appareil d'État. Mao refusait de rejeter tous les cadres, disant que beaucoup étaient bons, d'autres relativement bons, etc. Et ceux-ci ont pourtant, pour une part (nous ignorons l'ampleur des épurations de 1978-80), soutenu Deng Xiaoping.

Toutes ces questions restent des problèmes difficiles de la construction du socialisme auxquels les textes que nous connaissons de Mao ou des "quatre" n'apportent pas de réponses pleinement satisfaisantes. C'est à nous d'essayer de tirer tous les enseignements de la GRCP pouvant enrichir le marxisme, puisqu'ils n'ont pas eu le temps de le faire.

En aucun cas toutefois les erreurs ou questions non résolues ne peuvent changer notre opinion sur cette expérience historique de portée immense. La Commune de Paris avait conduit Marx à "corriger" sa théorie et son programme "Le Manifeste du Parti Communiste". Contrairement à ce qui était dit jusqu'alors, est apparue en effet la nécessité pour le prolétariat « *non pas de prendre la machine d'État toute prête et de la faire fonctionner pour son propre compte* » mais « *de la briser* ». La GRCP nous apporte aussi une "correction" de grande importance sur la question de l'État sous le socialisme la bourgeoisie s'y reforme, ainsi que dans le Parti, nécessairement, sur des bases objectives. Il est donc nécessaire de mener la lutte pour transformer et détruire l'appareil d'État socialiste lui-même.

Si on analyse cette expérience, si on se met à son école, au lieu d'essayer "d'imaginer" de toutes pièces le socialisme, on en tirera ces enseignements précieux :

1) La révolution doit se poursuivre sous le socialisme. C'est une lutte de classe bourgeoisie-prolétariat pour le pouvoir qui continue bien après que les formes de propriété aient été collectivisées, jusqu'à la suppression des classes, jusqu'à « *la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent de ces rapports de production, le bouleversement de toutes les*

idées qui émanent de ces relations sociales » (K. Marx).

2) La bourgeoisie se reproduit toujours sous le socialisme, non seulement dans les rapports de production qui portent en eux les stigmates du capitalisme, et qui sont "protégés" par le "droit bourgeois", mais aussi au sein des appareils spéciaux de l'État et du Parti dirigeant⁴⁸, comme dans toute la superstructure. D'où la nécessité de relier la lutte pour la transformation des rapports de production (notamment la division du travail) à celle pour le dépérissement des appareils d'État. L'élévation du niveau de conscience du prolétariat, puis à sa suite des masses laborieuses exige et facilite une réelle démocratie, une réelle participation des masses aux affaires de l'État. C'est la tâche du Parti que de guider le prolétariat dans cette voie jusqu'à y compris la révolte contre le "quartier général bourgeois" en son sein et dans l'État, afin de renforcer toujours plus la dictature du prolétariat. Cette voie est contraire à la voie du renforcement de l'appareil spécial d'État lui-même, de la conception du "perfectionnement de l'État" qu'on baptise "ouvrier" pour la circonstance.

3) La lutte de classes du prolétariat sous le socialisme nécessite de combiner l'initiative des masses ouvrières avec la direction du Parti (ou de son Centre Prolétarien). De combiner l'appui sur l'État et la lutte contre l'État. De combiner la violence contre la bourgeoisie avec l'alliance, l'entraînement à la lutte, vis-à-vis des masses intermédiaires qu'il faut transformer.

Le plus difficile est de bien savoir où sont, qui sont les véritables ennemis. Car sous le socialisme, la bourgeoisie avance toujours derrière le drapeau rouge. La mobilisation des masses pour la poursuite de la révolution est bien le seul moyen pour obliger chacun à prendre position et pour éduquer les masses elles-mêmes par l'expérience.

Juillet 1980, Charles Paveigne

⁴⁸ Sur la nécessité de distinguer autant que faire se peut le Parti et l'état (la "direction" et la "gestion") voir l'intéressant "Discours de Mati" d'E. Hoxha ("Les masses édifient le socialisme, le parti leur fait prendre conscience") du temps où il était influencé par l'expérience de la GRCP.

ANNEXES

ANNEXE I - Extraits de l'article « Des démocrates bourgeois aux responsables engagés dans la voie capitaliste »

Pékin-Information, n° 13 - Mars 1976

Par Chih Heng

L'individu identifié comme « le responsable du Parti engagé dans la voie capitaliste et non repent » est bien sûr Deng Xiaoping

La révolution de démocratie nouvelle et la révolution socialiste qu'a dirigées le Parti communiste chinois, sont deux phases révolutionnaires dont nature, cible et tâches sont essentiellement différentes : la première de ces phases s'est déroulée dans l'ancienne Chine, pays semi colonial et semi féodal. En effet, la contradiction principale à résoudre concernait alors d'une part les masses populaires, c'est-à-dire les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale, et de l'autre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. Il s'agissait donc d'une révolution de démocratie bourgeoise, anti-impérialiste et anti-féodale, dont la tâche était de renverser, sous la direction du prolétariat, la domination de l'impérialisme, de la classe des propriétaires fonciers féodaux et de la bourgeoisie compradore bureaucratique en Chine, puis d'orienter la révolution vers le socialisme.

Une fois la victoire de la révolution de démocratie nouvelle acquise, la nature et la contradiction principale de notre société ont changé : la contradiction principale à l'intérieur du pays oppose le prolétariat à la bourgeoisie. Une telle contradiction existe non seulement dans la société mais se répercute également dans le Parti. La révolution socialiste que nous vivons est celle menée par le prolétariat contre la bourgeoisie et contre toutes les autres classes exploiteuses : elle vise principalement la première, les responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste, et sa tâche est de remplacer la dictature de la bourgeoisie par celle du prolétariat ; comme d'assurer le triomphe du socialisme sur le capitalisme et, par une longue lutte de classes, de faire en sorte que la bourgeoisie n'existe plus ni ne puisse se reformer, que soient définitivement éliminées les classes et que soit réalisé le communisme. En 1949, la Chine - avec la fondation de la République populaire- a marqué le commencement de la révolution socialiste. Mais si alors on s'était arrêté idéologiquement à l'ancien stade - considérant et traitant la révolution socialiste à partir de la position et de la conception du monde propres aux démocrates bourgeois -, cela aurait équivalu à représenter la bourgeoisie ; l'on se serait engagé dans la voie capitaliste, l'on serait devenu la cible de la révolution socialiste.

Après le triomphe de la révolution de démocratie nouvelle, des membres du Parti, idéologiquement toujours à l'étape de la révolution démocratique, n'ont pas voulu progresser dans la voie socialiste et poursuivre la révolution. L'incorrigible responsable du Parti, engagé dans la voie capitaliste, n'est-il pas de ceux-là ? De ces gens qui représentent maintenant la bourgeoisie, qui craignent de voir la révolution socialiste se retourner contre eux, qui ont peur de voir affectés le système de propriété privée, le droit bourgeois qu'ils aiment, les concepts traditionnels qu'ils veulent défendre, qui appréhendent que l'on touche à leur position, à leur conception du monde bourgeois. Plus la révolution socialiste avancera, plus sera aiguë la contradiction qui les oppose à la révolution, aux ouvriers, aux paysans pauvres et moyens-pauvres tous fidèles à la poursuite de la révolution. Dans ce processus de la révolution socialiste, ils reculent, marchent à contresens de la révolution.

C'est ce responsable du Parti engagé dans la voie capitaliste et non repent, précédemment opposé à la Coopération agricole et aux communes populaires, et favorable à la fixation des normes de production sur la base de la famille, qui s'est ensuite dressé contre la Grande Révolution culturelle et qui a réprimé ce mouvement révolutionnaire de masse. Et le voilà aujourd'hui qui remet en cause les conclusions justes, et qui voudrait ramener le capitalisme.

(...)

Après la victoire de la révolution démocratique, la lutte entre les deux lignes qui se déroule dans le Parti - pendant la période du socialisme - tourne autour de cette question : immobiliser la révolution à l'étape où elle se trouve, et ne plus avancer, ou bien poursuivre la révolution socialiste et lutter pour réaliser enfin le communisme ; le clivage est là - mener ou non une révolution inlassable contre la bourgeoisie - qui sépare nettement révolutionnaires prolétariens et démocrates bourgeois, marxistes et révisionnistes. Pourquoi la Grande Révolution culturelle a-t-elle rebuté ce responsable têtu du Parti, qui s'est engagé dans la voie capitaliste ? Pourquoi considérait-il les nouveautés socialistes, nées de la Grande Révolution Culturelle, comme une épine dans son pied, et pourquoi cherchait-il par tous les moyens à leur « régler le compte » ? Pourquoi regrettait-il tant le fatras d'idées capitalistes et révisionnistes critiquées durant la Grande Révolution culturelle et s'efforçait-il de les réinstaurer ? C'est parce que, comme l'a indiqué le président Mao, « **la Grande Révolution culturelle prolétarienne est, au fond, une grande révolution politique que le prolétariat mène, dans les conditions du socialisme, contre la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses** », et qui a à son actif d'avoir abattu les deux quartiers généraux bourgeois, de Liu Chao-chi et de Lin Piao ; d'avoir stigmatisé leur ligne révisionniste, attaqué les responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste et la bourgeoisie au sein du Parti ; d'avoir critiqué les idéologies de la bourgeoisie et de toutes les autres classes exploiteuses ; d'avoir réformé l'enseignement, la littérature et l'art, et les autres secteurs de la superstructure qui ne correspondaient pas à une base économique socialiste. Tout cela allait à l'encontre des intérêts de la bourgeoisie dont les représentants sont ces responsables impénitents du Parti, partisans du capitalisme et de la voie capitaliste qu'ils s'obstinent à suivre. C'est ce qui fait qu'ils sont sans contredit des opposants de la Grande Révolution culturelle prolétarienne.

Dans la société socialiste, il existe encore des traces de l'ancienne société - droit bourgeois, écarts entre ouvriers et paysans entre villes et campagnes et entre travail intellectuel et travail manuel - ce qui constitue un terrain et des conditions favorable à une « résurgence » de la bourgeoisie et du capitalisme. Limiter le droit bourgeois, réduire progressivement puis éliminer les restes de l'ancienne société. C'est là une tâche de longue haleine qui doit s'accomplir pendant la période du socialisme ; plus la révolution socialiste se développe en profondeur, plus nous devons insister sur cette tâche et œuvrer dans ce sens. Le président Mao l'a dit : « **Notre pays pratique à l'heure actuelle le système marchand, et le système des salaires est inégal, il y a les salaires à huit échelons, etc. Tout cela ; on ne peut que le restreindre sous la dictature du prolétariat. C'est pourquoi, si des gens comme Lin Piao accèdent au pouvoir, il leur est très facile d'instaurer le régime capitaliste. Nous devons lire davantage les œuvres marxistes-léninistes.** » Ces remarques répercutent la volonté le désir du prolétariat et de tout le peuple révolutionnaire de faire progresser la révolution socialiste ; mais par ailleurs cela suscite la peur et l'opposition de ceux dont l'idéologie est encore attachée à celle du stade de la révolution démocratique, ceux qui veulent conserver l'essentiel du droit bourgeois. C'est pourquoi, quand la révolution les atteint et veut limiter la partie de ce droit qu'ils défendent, ils se hâtent d'intervenir. Pourquoi ce responsable invétéré du Parti, engagé dans la voie capitaliste, porte-t-il une telle haine à l'endroit des nouveautés qui visent à restreindre le droit bourgeois sous tous ses aspects ? Pourquoi a-t-il tant reproché les critiques à l'encontre des concepts du droit bourgeois — stimulants matériels et propriété privée des connaissances ? Pourquoi a-t-il été pris de terreur quand on a abordé ce problème de la restriction du droit bourgeois, et a-t-il cherché par tous les moyens à s'interposer ? Parce qu'il représente la bourgeoisie, qu'il veut défendre et renforcer le droit bourgeois de celle-ci, qu'il cherche à lui faciliter une renaissance et une nouvelle existence.

(...)

ANNEXE II : « Les écoles de Cadres du 7 mai »

Pékin-Information, N° 19 - Mai 1972

Les écoles de cadres du « 7 Mai » sont une chose nouvelle apparue au cours de la grande Révolution culturelle en Chine. On peut trouver des écoles de ce type dans les différentes régions du pays. Toutes les provinces, municipalités relevant de l'autorité centrale et régions autonomes ainsi qu'un grand nombre des régions administratives spéciales, de districts et de villes en possèdent. Les départements relevant du Comité central du Parti communiste chinois et du Conseil des Affaires d'État en ont établi plus d'une centaine.

On compte parmi leurs élèves des cadres vétérans qui ont pris part à la Longue Marche, à la guerre de résistance contre le Japon et à la guerre de libération, des cadres qui ont participé à la révolution après la libération - certains d'entre eux n'ont pas même eu d'expérience pratique, étant passés successivement de leur famille à

l'école, puis de l'école dans un organisme gouvernemental ; il y a aussi des jeunes cadres qui étaient des gardes rouges. A l'École des cadres, ils continuent à toucher leur salaire et à bénéficier des mêmes avantages dits de bien-être. Ils y séjournent pendant six mois, un an, voire deux ou trois années.

Activités variées

Dans les écoles de ce type, tous sont considérés comme des élèves ordinaires, comme des combattants du « 7 Mai » quels que soient leur ancienneté et leur rang. Par exemple, à l'École de cadres du « 7 Mai » de Tsing-keou, dans la province du Klein, un ancien directeur du bureau de l'agriculture s'occupe de l'élevage des porcs, un ancien secrétaire du comité du Parti d'une municipalité travaille comme menuisier, un ancien chef de département est conducteur de charrettes et un ancien chef de district est devenu cuisinier.

La vie à l'école est très variée. Les élèves participent à la fois au travail manuel et aux études. Ils critiquent la bourgeoisie et font du travail de niasse. L'école organise également l'entraînement de la milice populaire et des activités artistiques et sportives. Dans certaines écoles, on réserve certaines heures pour se perfectionner dans ses occupations professionnelles ou pour s'instruire.

L'École des cadres du « 7 Mai » est une école qui donne aux cadres en fonction l'occasion de se former à tour de rôle. Comment l'école accomplit-elle cette tâche ? Comment les élèves y font-ils leurs études ? En résumé, voici comment les choses se passent :

Étudier les oeuvres marxistes- léninistes, en liaison étroite avec la lutte révolutionnaire et leur propre idéologie, les élèves étudient les œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline et du président Mao pour élever le niveau de leur connaissance du marxisme et leur conscience quant à la lutte entre les deux lignes, et augmenter leur aptitude à distinguer le vrai marxisme du faux.

Les élèves de l'École de cadres du « 7 Mai » de Houangho, dans la province du Honan, consacrent une demi-journée aux études, et une demi-journée au travail productif. Pendant la saison de grands travaux, ils travaillent pendant la journée et étudient matin et soir. L'année dernière, ils ont étudié le Manifeste du Parti communiste, la Critique du Programme de Gotha, L'état et la Révolution, De la pratique et De la contradiction. Ils ont spécialement veillé à lier la théorie à la pratique, et organisé souvent des discussions et des réunions de critique.

Participer à la lutte de classes. Pour se tremper, les élèves des écoles de cadres participent à la lutte de classes et à la critique de l'idéologie bourgeoise. Ils lient souvent leur travail et leurs problèmes idéologiques à la vaste critique contre Liu Shaochi et autres escrocs. Ils stigmatisent les sophismes tels que la théorie de l'extinction de la lutte de classes, la théorie de la nature humaine de la bourgeoisie, la théorie des forces productives, la théorie idéaliste de l'apriorisme, la théorie qui considère le travail manuel comme punition, la théorie de faire des études est vue de s'assurer des fonctions dirigeantes. Un certain nombre d'écoles de cadres, ayant en vue les problèmes propres aux organismes auxquels appartiennent les élèves, ont déclenché divers mouvements politiques. Elles ont envoyé des élèves dans les communes populaires rurales participer aux mouvements politiques ou aider la population locale à combattre les contre-révolutionnaires actifs, à lutter contre la concussion et le vol, contre la prodigalité et le gaspillage, et contre la spéculation.

Faire du travail productif. Les écoles de cadres se consacrent principalement à la production agricole. En fonction des conditions locales, elles s'occupent de sylviculture, d'élevage, de productions subsidiaires et de pisciculture. Elles ont de petites entreprises industrielles pour les secteurs tels que : réparation mécanique, fabrication d'engrais chimiques et d'insecticides, papeterie, raffinage du sucre et fabrication des briques.

Chaque école de cadres cultive des domaines de plusieurs dizaines à plusieurs centaines d'hectares, en grande partie défrichés par les élèves eux-mêmes. Ils ont mis en culture des terres le long de la côte ou au bord des lacs et sur des pentes de montagnes arides et dans des régions alcalines. L'École de cadres de la Ligue Yikehchao en Mongolie intérieure a converti de vastes étendues de terrains sablonneux en champs fertiles en couvrant le sable avec de la boue. « *Lutter avec endurance* » et « *compter sur ses propres forces* », telle est la devise des écoles de cadres.

Par leur production industrielle et agricole, les élèves ont créé des richesses matérielles pour le pays, mais là n'est pas leur objectif. L'essentiel pour eux est de refondre leur idéologie et de transformer leur monde subjectif tout en transformant le monde objectif.

Les cadres du Bureau général du Comité central du Parti communiste chinois ont fait de la construction de leur école un processus de refonte idéologique. Au lieu de choisir un emplacement tout prêt, ils ont préféré partir de rien. Ils ont transformé en champs 330 hectares de rivages de lacs et d'autres terrains incultes, et ont construit

eux-mêmes leurs logements et ateliers. Ils ont creusé des canaux, pataugeant jusqu'aux genoux dans la boue. Ils sont descendus dans l'eau glacée des cours d'eau pour se procurer du sable et ont travaillé dans la fumée pour cuire les pierres à chaux dans les fours. Ils ont lutté contre des inondations pour sauver des vies humaines et protéger les biens du peuple. Ils ont courageusement fait face à toutes ces épreuves pour acquérir l'esprit révolutionnaire consistant à « ne craindre ni les épreuves ni la mort ».

aller parmi les ouvriers et les paysans. Les élèves quittent souvent l'école pour de courts séjours dans les communes populaires ou usines des alentours. Vivant, mangeant et travaillant aux côtés des ouvriers ou des paysans, ils apprennent d'eux tout en effectuant des enquêtes sociales. Ils font également du travail de masse, en organisant, par exemple, les ouvriers et les paysans dans l'étude de la philosophie, en les aidant à acquérir des connaissances générales et en aidant les organisations locales du Parti à mener la rectification et l'édification du Parti. Toutes ces activités visent à élever leur niveau idéologique et à réformer leur conception du monde.

Transformation de l'idéologie.

De nombreux cadres, entrés par groupes dans les écoles de cadres du « 7 Mai », ont regagné les uns après les autres leur poste ou se sont vu confier de nouvelles tâches après avoir « terminé leurs études ». La pratique a prouvé que si courte que soit la durée du séjour, ces écoles offrent aux cadres une excellente occasion de se tremper à tour de rôle et que de grands changements se sont produits dans la mentalité de la grande majorité d'entre eux.

A l'École de cadres du « 7 Mai » de Kouantang, dans la province du Hounan, se trouve un peintre qui avait commencé à travailler immédiatement après la fin de ses études et qui considérait, à tort, que le visage tanné des paysans ne pouvait servir de thème à la peinture. A l'école de cadres, il eut l'occasion de vivre avec des paysans et au cours de ses enquêtes sur la société, il entendit beaucoup parler de la vie tragique et misérable de nombreuses familles paysannes soumises dans l'ancienne société à l'exploitation de la classe des propriétaires fonciers. Aussi son idéologie et ses sentiments changèrent peu à peu et il se sentit plus proche des paysans. Il dit : « Auparavant, je peignais selon des critères esthétiques bourgeois, c'est pourquoi plus je travaillais, plus je me suis éloigné des travailleurs. Maintenant, plus je dépeins les paysans, plus je me sens proche d'eux. »

Lin Siang-wei, directeur adjoint et ingénieur en chef d'un institut d'étude de projets de la province du Hounan, dressa le plan d'un pont routier sur un modèle étranger. Il gaspilla ainsi plusieurs dizaines de milliers de briques. Les ouvriers le critiquèrent, mais il fit la sourde oreille. Arrivé à l'école susmentionnée, il participa à la fabrication de briques au cours de la construction de l'école. Au plus fort de l'été, il ruisselait de sueur en malaxant l'argile avec les pieds. C'est alors qu'il comprit ce que signifiait une brique. En toute connaissance de cause, il dit : « C'est vrai qu'on se rapproche des ouvriers et des paysans, en participant au travail manuel. » Un jour, la pluie se mit brusquement à tomber ; il fila vers la briqueterie où il mit à l'abri l'argile façonnée et fut tout trempé. Il a affirmé qu'il continuerait à faire la révolution et ferait peau neuve afin de devenir un intellectuel apprécié des ouvriers, paysans et soldats.

L'école de cadres du « 7 Mai » est également nécessaire pour les cadres longuement éprouvés. Car elle leur permet de se souvenir des dures années de la guerre et les aide à vaincre le bureaucratisme et l'inertie nés chez eux en temps de paix. Elle les rajeunit.

Fang Fou-kin, cadre vétérinaire qui avait participé à la Longue Marche de 25 000 lis, était le premier à s'inscrire pour aller à l'École de cadres du « 7 Mai » à Meitsouen établie par le Bureau du chemin de fer de Kouangtcheou. Là, il s'est rappelé la vie de combat qu'il avait menée dans les monts Tsing-kang, à Yen-an et à Nanniwan, durant les premiers jours de la révolution. Se comportant en simple soldat, il escalade la montagne avec les autres pour abattre des arbres et se porte là où les conditions sont les plus difficiles. Par égard pour ce camarade âgé, les camarades lui conseillent de se ménager, mais il refuse en disant : « Tu peux travailler à ma place, mais tu ne peux pas me remplacer dans la transformation de ma conception du monde. »

Yang Li-Teng, issue d'une famille de paysans pauvres, devenue cadre depuis peu, portait des chaussures d'étoffe confectionnées par sa mère, lorsqu'elle entra à l'université en 1960. Mais, sous l'influence de la ligne révisionniste en matière d'enseignement et de l'idéologie bourgeoise, elle se mit à courir après le renom et les avantages matériels et, ne voulant plus porter ces chaussures, les mit au fond de sa valise. Lorsque ses camarades l'invitèrent à parler de la douloureuse histoire de sa famille, elle refusa, honteuse de sa pauvreté de jadis.

Dans la commune populaire de Sieouchouehotse, district de Fakou, province du Liaoning, elle se joignit aux paysans pour évoquer les souffrances du passé et apprécier le bonheur d'aujourd'hui et leur raconta comment son idéologie avait régressé. Ceux-ci l'aidèrent sincèrement, en disant : « Tu dois comprendre que tu n'as pas seulement oublié le douloureux passé de ta famille, mais aussi celui de ta classe. Ce que tu as rejeté, ce n'est pas

simplement des chaussures d'étoffe, mais les qualités essentielles des travailleurs. » Ayant pris conscience, elle porta de nouveau ses chaussures d'étoffe et prit une part active au travail productif.

Sortis des écoles de cadres du « 7 Mai », de nombreux cadres se sont révélés pleins de dynamisme; ils restent en liaison étroite avec les masses et observent un bon style de travail et de vie simple à leurs différents postes.

Heureux de constater leur progrès, les ouvriers, paysans et soldats disaient : « Nous avons confiance en ces cadres, parce qu'ils peuvent travailler tant à l'échelon supérieur qu'à la base et sont étroitement liés aux masses populaires. »

Genèse des écoles de cadres du « 7 Mai ».

Les écoles de cadres du « 7 Mai » ont été établies dans toutes les parties du pays conformément à la directive (*) donnée le 7 mai 1966 par le président Mao.

Lorsque la Révolution culturelle prolétarienne se développait en profondeur en 1968, la question de mieux révolutionnariser les organismes gouvernementaux et l'Idéologie des cadres se posait et faisait l'objet d'une vaste discussion. En octobre, le président Mao lançait cet appel : « *Aller au travail manuel à la base est une excellente occasion pour les cadres d'apprendre à nouveau. A part les personnes âgées ou débiles, les malades ou les invalides, tous doivent suivre cette voie. Ceux qui demeurent en fonction doivent également, à tour de rôle, aller au travail manuel à la base.* »

En réponse à cet appel, les cadres travaillant à tous les échelons du pays demandèrent avec enthousiasme à aller à la base participer au travail de production, dans les endroits où les difficultés étaient les plus grandes, en vue d'« apprendre à nouveau ». C'est dans ces circonstances que les écoles de cadres du « 7 Mai » ont vu le jour.

Dans le seul mois d'octobre, des écoles de ce genre furent établies pratiquement chaque jour.

Que les cadres participent au travail productif collectif, ce principe directeur qu'observent les écoles de cadres du « 7 Mai », a été formulé avant 1968 par le président Mao et le Comité central du Parti Communiste Chinois.

C'est là une belle tradition de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans de Chine, de la VIIe Armée de Route, de la Nouvelle IVe Armée comme aujourd'hui de l'Armée populaire de libération. Les membres de l'armée populaire, qu'ils soient officiers ou soldats, doivent aider à tout moment les masses dans le travail manuel. Après la libération, les cadres du gouvernement ou des organisations du Parti se sont inspirés de cette tradition. Depuis 1958, les organismes du gouvernement et du Parti appliquent système de la participation des cadres au travail productif collectif pour une certaine période et de nombreux cadres sort allés à tour de rôles dans les usines ou dans les régions rurales pour participer au travail manuel. Après avoir fait le bilan de l'expérience de la lutte révolutionnaire en Chine et étudié les expériences positives et négatives du mouvement communiste international, le président Mao indiquait en 1964 : « *En prenant part au travail productif collectif, les cadres maintiennent de façon plus large des liens constants et étroits avec le peuple travailleur. C'est là une mesure majeure, d'importance fondamentale, en régime socialiste, qui contribue à vaincre la bureaucratie et à empêcher le révisionnisme et le dogmatisme.* »

(*) La directive indique : l'Armée populaire de Libération « *doit être une grande école. Cette grande école donne une formation politique, militaire et culturelle. En même temps, elle s'adonne à l'agriculture et aux productions subsidiaires, et exploite des usines de petites et moyennes dimensions [...] Elle se livre au travail de masse [...] Elle sera toujours prête à participer aux luttes de la révolution culturelle pour critiquer la bourgeoisie* ». Elle appelle encore les travailleurs des autres professions et métiers à « *se consacrer principalement* » à leur tâche « *tout en s'efforçant d'acquérir une formation dans d'autres domaines* », « *sur les plans industriel, agricole et militaire ; ils doivent aussi critiquer la bourgeoisie* ». Ils doivent « *s'instruire dans les domaines [...] politique et culturel* ». « *...Le personnel des organismes du Parti et du gouvernement fera de même, dans la mesure où les conditions le permettent.* »

ANNEXE III : « La classe ouvrière doit exercer sa direction en tout »

Pékin-Information, N° 35 - Août 1968

Par Yao Wen-Yuan

Un grand essor s'annonce dans la phase de lutte-critique réforme. La publication des directives les plus récentes du président Mao et l'entrée dirigée et systématique d'une puissante armée d'ouvriers de l'industrie dans les

écoles et dans tous les autres secteurs où la tâche de lutte-critique-réforme n'a pas encore été menée à bien, en constituent le signe avant-coureur. Cet essor apparaît après l'exécution d'une série de tâches dont l'établissement des comités révolutionnaires dans diverses provinces, municipalités relevant directement de l'autorité centrale et régions autonomes, la vaste campagne de critique et l'élimination de nos rangs des ennemis de classe. Il va entraîner de profonds changements dans tous les domaines ; un violent assaut sera lancé contre tout ce qui, dans la superstructure, ne convient pas à la base économique socialiste ; les larges masses populaires seront éduquées et la réaction camouflée sera écrasée ; tout cela mènera à la victoire complète la grande Révolution culturelle prolétarienne et stimulera considérablement le développement des forces productives de la société.

Ce qui incombe actuellement aux comités révolutionnaires à tous les échelons, c'est de mener à bien, consciencieusement et sans perdre de temps, l'importante tâche de lutte-critique-réforme. Pour s'en acquitter, il faut s'en tenir à la direction de la classe ouvrière et « *faire jouer pleinement son rôle dirigeant à cette classe dans la grande Révolution culturelle et dans tous les domaines du travail* ».

Le mot d'ordre de substituer la dictature du prolétariat à celle de la bourgeoisie a été lancé au milieu du XX siècle au moment même où le marxisme commençait à prendre forme. Il y a aujourd'hui cent vingt ans de cela. Seuls l'impérialisme, la classe des propriétaires fonciers, la bourgeoisie ainsi que leurs agents - les révisionnistes anciens et nouveaux - s'opposent à ce mot d'ordre révolutionnaire conséquent. Le Parti communiste chinois lui, en a fait son programme fondamental, et pour matérialiser ce mot d'ordre, il est nécessaire de s'unir aux larges masses non ouvrières et de les diriger vers l'avant : principalement les masses paysannes, les masses petites-bourgeoises urbaines et les intellectuels susceptibles d'être rééduqués.

La grande Révolution culturelle prolétarienne dans tout son cours n'a été menée que sous la direction d'une seule classe - la classe ouvrière. Notre Parti est l'avant-garde du prolétariat. Le quartier général du prolétariat, ayant le président Mao comme commandant en chef et le vice-président Lin Biao comme commandant en chef adjoint, cristallise les intérêts de la classe ouvrière, des paysans pauvres et des paysans moyens de la couche inférieure ainsi que des autres masses laborieuses. Ce quartier général prolétarien constitue l'unique centre dirigeant de tout le Parti, toute l'Année, tout le pays et des larges masses révolutionnaires. La ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao et ses différentes directives traduisent les exigences pressantes de la classe ouvrière et des centaines de millions de révolutionnaires, et elles représentent la ferme et puissante direction du prolétariat sur l'ensemble de la grande Révolution culturelle prolétarienne. C'est précisément sous la direction du quartier général du prolétariat dirigé par le président Mao qu'il a été possible de déclencher cette révolution, à laquelle participent des centaines de millions de révolutionnaires. Pour maintenir solidement la direction de la classe ouvrière, il faut, avant tout, s'assurer que chaque directive du président Mao, grand dirigeant de la classe ouvrière, et chaque ordre issu du Commandement suprême de la classe ouvrière sont mis à exécution promptement et sans heurt. Il faut combattre la théorie des « centres multiples », qui revient à n'en reconnaître aucun, combattre l'esprit de clan, le sectarisme et toutes autres tendances réactionnaires bourgeoises visant à saper la direction exercée par la classe ouvrière. Les comités révolutionnaires des différentes régions constituent les organes du pouvoir de la dictature du prolétariat et toutes les unités de travail doivent accepter leur direction. Dans notre pays, l'existence d'un « royaume indépendant », grand ou petit, s'opposant au quartier général du prolétariat dirigé par le président Mao est chose inacceptable. A Pékin, l'ancien comité municipal du Parti constituait un « royaume indépendant », si bien contrôlé qu'il semblait même impénétrable et parfaitement étanche; il prenait le contre-pied des directives du président Mao, et c'était l'un des moyens dont usait le clan de conspirateurs achevés, le Khrouchtchev chinois et consorts, pour combattre la direction de la classe ouvrière et restaurer le capitalisme. Ce « royaume indépendant » a été brisé une fois pour toutes par la tempête révolutionnaire. Cette leçon historique de la lutte des classes doit être bien gardée en mémoire par tous les révolutionnaires. Les citoyens des « royaumes indépendants », grands ou petits des divers endroits du pays, lesquels sont gouvernés par, les éléments bourgeois, doivent, eux aussi, tirer enseignement de cette leçon.

L'entrée des équipes ouvrières de propagande dans le domaine de l'enseignement constitue un événement bouleversant ciel et terre. De tous temps, les écoles ont été le monopole des classes exploiteuses et de leur progéniture. Après la libération, la situation s'est quelque peu améliorée, mais le monopole des intellectuels bourgeois est resté fondamentalement intact. Parmi les étudiants sortis de ces écoles, certains, pour différentes raisons, ont été à même de s'intégrer aux ouvriers, aux paysans et aux soldats et de les servir (en général, parce qu'eux-mêmes ou leurs professeurs sont relativement de bons éléments, ou bien parce que l'influence de leur famille, de leurs parents et de leurs amis, mais surtout l'influence de la société leur a été bénéfique) ; d'autres n'en ont pas été capables. Dans un État de dictature du prolétariat, il existe ce phénomène fort sérieux : la

bourgeoisie dispute au prolétariat la direction. Dans cette grande Révolution culturelle prolétarienne, quand les jeunes combattants de la Garde rouge se sont vaillamment révoltés contre la poignée des responsables du Parti qui se sont engagés dans la voie capitaliste, les forces réactionnaires bourgeoises dans les écoles ont subi, pendant un certain temps, des coups sévères. Mais peu après, sous le couvert, certaines personnes sont redevenues actives, incitant une partie des masses à lutter contre une autre, cherchant à saper la grande Révolution culturelle, à miner la tâche de lutte-critique-réforme, à saboter la grande alliance et la triple union révolutionnaire ainsi que l'élimination de nos rangs des ennemis de classe et la consolidation des organisations du Parti. Cela a suscité le mécontentement des larges masses. Les faits nous le démontrent : dans ces circonstances, en s'appuyant uniquement sur les étudiants et les intellectuels, il n'est pas possible d'accomplir, sur le front de l'enseignement, la tâche de lutte-critique-réforme ainsi que toute une série d'autres tâches ; il faut avoir la participation des ouvriers et des combattants de l'APL et la ferme direction de la classe ouvrière.

Le président Mao a tout récemment indiqué : *« Pour accomplir la révolution prolétarienne dans l'enseignement, il faut que la classe ouvrière en assume la direction, il faut que les masses ouvrières y prennent part et réalisent avec la coopération des combattants de l'Année de Libération, la triple union révolutionnaire comprenant aussi les éléments actifs qui, parmi les étudiants, les enseignants et les travailleurs des écoles, sont décidés à mener cette révolution jusqu'au bout. Les équipes ouvrières de propagande devront rester longtemps dans les écoles et y participer à toutes les tâches de lutte critique-réforme. De plus, elles devront toujours diriger les écoles. Dans les campagnes, il revient aux paysans pauvres et aux paysans-moyens pauvres et aux paysans moyens de la couche inférieure, alliés les plus sûrs de la classe ouvrière, d'administrer les écoles ».*

Cette directive du président Mao indique l'orientation et la voie à suivre pour la révolution de l'enseignement dans les écoles. Elle constitue une arme acérée destinée à détruire définitivement le système bourgeois d'enseignement. La masse des jeunes étudiants doit accueillir avec enthousiasme la prise en charge par la classe ouvrière des positions de front que sont les écoles, sa participation à la tâche de lutte-critique-réforme et la direction permanente qu'elle assumera dans les écoles.

La classe ouvrière possède une riche expérience pratique dans les trois grands mouvements révolutionnaires : la lutte de classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique. Elle voue la plus grande haine à tous les propos et actes contre-révolutionnaires qui s'opposent au socialisme et à la pensée de Mao Zedong, C'est elle qui nourrit la haine la plus implacable pour l'ancien système d'enseignement au service des classes exploiteuses. C'est elle qui s'oppose le plus fermement à la « guerre civile » que se livrent certains intellectuels, portant préjudice par là aux biens de l'État et entravant la tâche de lutte-critique-réforme. C'est elle qui éprouve la plus grande répugnance devant les bavardages creux et le double jeu de ceux dont les paroles et les actes sont en opposition. En conséquence, c'est l'union des masses ouvrières avec -les combattants de l'APL de Chine, pilier principal de la dictature du prolétariat, qui peut le mieux en finir avec toutes les tendances erronées allant à l'encontre de la ligne révolutionnaire du président Mao et résoudre le plus efficacement tous les problèmes considérés depuis longtemps comme importants et épineux. Les contradictions qui font se quereller sans fin les intellectuels sans qu'elles soient résolues pour autant, sont rapidement réglées dès l'arrivée des ouvriers. C'est seulement avec l'intervention de ces derniers et de l'APL que se révèle totalement le visage contre-révolutionnaire de la poignée de mauvais éléments cachés dans les coulisses, ceux-là mêmes qui incitent une partie des masses à lutter contre une autre.

« Il suffit aux ouvriers de s'occuper de leurs usines. » C'est là un point de vue antimarxiste. La classe ouvrière sait qu'elle ne pourra finalement se libérer qu'après avoir émancipé l'humanité tout entière. Si la résolution prolétarienne dans l'enseignement n'est pas menée à fond dans les écoles et si les racines du révisionnisme ne sont pas extirpées, la classe ouvrière ne pourra se libérer définitivement et, avec le danger de restauration du capitalisme, demeurera pour elle celui d'être à nouveau opprimée. Participer activement à la Révolution culturelle dans tous les domaines et faire en sorte que la pensée de Mao Zedong occupe toutes les positions sur le front de la culture et de l'éducation telle est la responsabilité que doit assumer une classe ouvrière consciente.

« Nous voulons nous libérer nous-mêmes et mais n'avons pas besoin de la participation d'ouvriers qui ne dépendent pas de l'école. » Voilà ce que dit la décision du Parti Communiste Chinois sur la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne : « Les masses ne peuvent se libérer que par elles-mêmes. » La classe ouvrière ne compterait-elle pas parmi les masses elles-mêmes ? Tous les révolutionnaires prolétariens authentiques, et non ceux qui se déclarent tels pour tromper les autres, voient en la classe ouvrière les leurs, en partie la plus avancée et la plus consciente des masses populaires. La triple union composée d'ouvriers, de combattants de l'APL ainsi

que d'éléments actifs révolutionnaires dans chaque école, constitue la plus sûre garantie pour que les masses se libèrent elles-mêmes. Tous ceux qui considèrent les ouvriers comme forces étrangères aux masses « sont soit des brouillons, soit des éléments étrangers à la classe carrière, et par conséquent celle-ci a entièrement raison d'exercer sa dictature sur eux. Il y a de ces intellectuels qui se proclament « révolutionnaires prolétariens »; mais dès que la classe ouvrière touche aux intérêts de leur tout petit « royaume indépendant », ne voilà-t-il pas qu'ils s'opposent aux ouvriers. En Chine, il existe encore pas mal de ces gens semblables au Maître Cheh qui se passionnait pour les dragons (*). Ce sont eux qui méprisent les ouvriers et les paysans, affichent des airs supérieurs et présument de leur valeur ; en fait, ils ne sont que des Maîtres Cheh de l'époque moderne. Les ouvriers et l'APL doivent entre là où les intellectuels sont en grand nombre, que ce soit les écoles ou autres établissements, pour mettre fin à leur empire souverain, occuper les « royaumes indépendants » grands, petits et s'emparer des endroits où sont retranchés les partisans de la théorie des « centres multiples », qui revient à n'en avoir aucun. Ainsi, tout ce qui est malsain dans l'atmosphère, le style de travail et les idées, et qui existe là où pullulent les intellectuels, pourra changer ; il sera alors possible à ces derniers de se rééduquer et de se libérer.

(*) C'est dans le livre de Licon Hsiang (776 av JC), *Sia siu*, écrit sous les Han, que se trouve le récit de Maître Cheh qui se passionnait pour les dragons : « Maître Cheh aimait les dragons ; ses armes, ses instruments, les sculptures et peintures qui ornaient son palais, tout avait forme de dragon. Mais lorsqu'un véritable dragon apprit la chose et qu'il vint lui rendre visite, Maître Cheh fut fou de terreur et comme halluciné. C'est que Maître Cheh en réalité n'aimait nullement les dragons ».